



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Exploration des enclaves de minorités à Montréal, Toronto et Vancouver

Daniel Hiebert

Mars 2009



Canada

Recherche et Évaluation

Ce travail de recherche a été financé par la Direction générale de la recherche et de l'évaluation de Citoyenneté et Immigration Canada. Les points de vue et opinions exprimés dans le présent rapport sont ceux des auteurs. Ils ne correspondent pas nécessairement à l'opinion ni à la politique officielle de Citoyenneté et Immigration Canada ou du gouvernement du Canada.

No de cat. Ci4-30/2010F-PDF
ISBN 978-1-100-94432-6

Sommaire

La population des immigrants et membres des groupes minoritaires visibles au Canada est concentrée dans les trois grandes régions métropolitaines de Montréal, Toronto et Vancouver. On constate en outre des différences prononcées à l'intérieur de ces villes, et les chercheurs et analystes des politiques s'intéressent de plus en plus à la tendance manifestée par quelques-uns de ces groupes à former des enclaves ethnosspécifiques dans certains quartiers. Dans une large mesure, cet intérêt reflète l'hypothèse selon laquelle la ségrégation résidentielle est susceptible de nuire à la cohésion sociale. Il est largement accepté que les gens ont plus de possibilités d'interagir au-delà des frontières ethnoculturelles ou religieuses, par exemple, s'ils vivent à proximité les uns des autres que s'ils se trouvent dans des zones distinctes de la ville.

Étonnamment, étant donné la longue histoire de l'établissement des immigrants en milieu urbain au Canada, nous savons peu de choses sur la dynamique socioculturelle des enclaves de minorités. Est-ce que ces enclaves sont des « sociétés parallèles » où les résidents adoptent des attitudes à contre-courant? Dans les enclaves, existe-t-il une communication transculturelle, ou s'agit-il plutôt d'endroits où l'on constate un isolement ethnoculturel relatif? Ces enclaves sont-elles stables sur le plan social, autrement dit, s'agit-il d'endroits favorisant le maintien du style de vie et de l'identité durant de longues périodes, si ce n'est de façon permanente? Ou encore, s'agit-il de simples postes de pesage sur le chemin de l'intégration, où les résidents peuvent habiter brièvement avant de se disperser dans des quartiers plus diversifiés? Ce sont là d'importantes questions, mais compte tenu de notre base de recherche, il est prématuré de tenter d'y répondre.

Cette étude est conçue comme une sorte d'étape préliminaire consistant à jeter des bases qui sont principalement de nature factuelle. L'analyse se limite aux trois centres métropolitains comptant les plus importantes populations d'immigrants et de minorités visibles, soit Montréal, Toronto et Vancouver (MTV). J'ai adopté une approche relativement nouvelle qui repose sur une typologie des quartiers mise au point par Poulsen, Johnston et Forrest (2001) et adaptée pour le Canada par Walks et Bourne (2006). J'ai donc attribué à chaque secteur de recensement se trouvant dans ces trois régions urbaines l'un des cinq types de quartiers, qui vont des zones à dominance blanche aux enclaves de minorités visibles ethnosspécifiques. Deux caractéristiques du système de typologie des quartiers sont particulièrement utiles. Premièrement, il permet de circonscrire rapidement les enclaves à l'aide d'une définition rationnelle. Deuxièmement, d'autres chercheurs inspirés par cette méthode ont exposé la structure de quartiers de grandes villes situées dans plusieurs pays pertinents, me permettant d'inscrire dans une perspective internationale les statistiques canadiennes. En règle générale, le degré de mélange ethnoculturel dans les espaces résidentiels des villes canadiennes est moindre qu'en Australie ou en Nouvelle-Zélande, presque égal à celui du Royaume-Uni et supérieur à celui des États-Unis.

Voici les principales questions qui animent ce projet, et un résumé des réponses qui leur sont données :

Comment la géographie résidentielle des groupes minoritaires visibles a-t-elle changé entre 1996 et 2006? Compte tenu du taux d'immigration relativement élevé et de la croissance de la population de minorités visibles de deuxième génération, est-ce que les enclaves sont en train de devenir plus répandues à MTV?

Au cours de cette période, la géographie résidentielle de Montréal n'a pas beaucoup changé, mais il y a eu beaucoup de changements à Toronto et Vancouver, à telle enseigne que nous commençons à voir émerger ce que j'appellerais un nouvel *ordre résidentiel* dans ces zones métropolitaines. L'un des éléments de base de ce nouvel ordre est la croissance des enclaves de minorités mixtes et, plus particulièrement, des enclaves de groupes minoritaires. Actuellement, bien plus du quart de la population de minorités visibles de Toronto et de Vancouver réside dans ces environnements. Mais l'autre élément est la dispersion, toutes les parties de la ville (incluant les enclaves) étant en train de se diversifier énormément. Pour le moment, nous ne disposons d'aucun modèle urbain adéquat

susceptible de nous aider à comprendre les processus simultanés apparemment contradictoires de concentration et de dispersion.

Quel est le profil socioéconomique des enclaves de minorités visibles? Qui y habite? Qui n'y habite pas? Existe-t-il des différences systématiques entre ces deux sous-populations?

Dans les trois régions métropolitaines, les immigrants récents (les personnes admises au Canada entre 1996 et 2006) sont davantage susceptibles de vivre dans des enclaves, de même que les personnes qui sont déterminées à préserver leur culture (celles qui parlent une langue non officielle à la maison). En règle générale, les enclaves sont associées à un niveau de chômage plus élevé que dans le reste de la ville, et leurs résidents sont légèrement plus dépendants envers les transferts gouvernementaux à titre de source de revenu; la fréquence des unités à faible revenu est également plus élevée dans les enclaves. Toutefois, il y a d'importantes nuances à apporter à cette liste plutôt négative de traits caractéristiques. En réalité, le niveau d'instruction (diplômes universitaires) est sensiblement le même dans les enclaves que dans les autres quartiers, tout comme la proportion de résidents en mesure d'acheter une maison. Autrement dit, il existe quelques différences systématiques entre les résidents des enclaves et ceux des autres zones de la ville, mais elles ne sont pas uniformes et, dans bien des cas, les différences sont assez minimes.

Les enclaves sont-elles homogènes ou hétérogènes sur le plan ethnoculturel? Autrement dit, sont-elles caractérisées par un certain nombre d'immigrants ou de groupes minoritaires visibles, ou sont-elles dominées par des groupes uniques?

La méthodologie utilisée dans cette étude classe les zones dans la catégorie des enclaves de minorités mixtes lorsqu'au moins 70 p. 100 de la population appartient à un groupe minoritaire visible, et dans celle des enclaves de groupes minoritaires lorsque cette condition est remplie et qu'en plus, on constate la dominance marquée d'un groupe ethnoculturel distinct. Par conséquent, nous pourrions nous attendre à une diversité relativement faible dans ces zones, et plus particulièrement dans le dernier type de quartier. Néanmoins, les enclaves se caractérisent par une profonde diversité ethnoculturelle, tout particulièrement à Toronto. La présente étude démontre plutôt que les enclaves ne sont pas des paysages monoculturels, sauf quelques exceptions (voir Leloup, 2008).

Comment les enclaves se recoupent-elles avec la diversité religieuse? Comme pour le point précédent, sont-elles caractérisées par des populations affichant un éventail d'appartenances religieuses, ou sont-elles plutôt monolithiques à cet égard?

Moins de la moitié des résidents des enclaves se réclament des religions judéo-chrétiennes; ils se distinguent donc par rapport à l'ensemble de la société canadienne. Néanmoins, les enclaves sont très diversifiées du point de vue de l'appartenance religieuse de leurs résidents.

Quel rapport existe-t-il entre les enclaves et la pauvreté? Les enclaves sont-elles des lieux de marginalisation socioéconomique et de privation?

À Montréal, les enclaves s'insèrent dans un paysage beaucoup plus vaste de marginalisation, qui touche autant la population blanche dominante que les groupes minoritaires visibles. La totalité des secteurs de recensement définis comme des enclaves à Montréal sont des lieux d'extrême pauvreté. Sur le plan positif, relativement peu de membres des groupes minoritaires visibles vivent dans des enclaves à Montréal, et la majorité d'entre eux résident dans des zones dominées par les Blancs. Mais, sur le plan négatif, ceux qui vivent effectivement dans ces quartiers doivent affronter d'importants défis sur le plan socioéconomique. Comme je l'ai déjà mentionné, compte tenu de l'opinion voulant qu'enclave égale désavantage, il est ironique de constater que cela se vérifie seulement à Montréal, la région métropolitaine comptant la plus faible population de minorités visibles et le moins grand nombre de ces minorités visibles vivant dans des enclaves. Le profil

socioéconomique des enclaves de Toronto et de Vancouver est beaucoup plus complexe. On trouve certainement des endroits dans ces deux villes qui sont associés à la fois à des populations de minorités visibles et à l'extrême pauvreté. Par ailleurs, dans les deux villes, un nombre beaucoup plus important de membres pauvres de groupes minoritaires visibles vivent à l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur des enclaves. De fait, à Vancouver, la propension à être pauvres des membres des minorités visibles résidant dans ces enclaves est seulement légèrement supérieure à celle de la population de minorités visibles vivant dans l'ensemble de la région métropolitaine.

Quel est le profil des zones où l'on constate un chevauchement entre l'isolement social (très forte concentration ethnoculturelle) et la marginalisation socioéconomique (taux de pauvreté très élevés)? Qui habite dans ces zones?

Ces zones ont tendance à se trouver dans les quartiers intermédiaires et ne sont pas regroupées. Les minorités visibles qui résident dans ces zones ont tendance à être des immigrants de première génération dont l'arrivée au Canada est relativement récente. À la maison, ces immigrants ont tendance à parler une langue non officielle. À Montréal, les Canadiens d'origine sud-asiatique sont les plus susceptibles de se trouver dans ces endroits; c'est aussi le cas pour les Canadiens noirs à Toronto, et les Canadiens d'origine chinoise à Vancouver. Ces modèles propres à certains lieux montrent qu'un seul groupe minoritaire visible ne peut pas prétendre à la plus forte exclusion socioéconomique partout au Canada.

Exploration des enclaves de minorités à Montréal, Toronto et Vancouver¹

Daniel Hiebert

Mars 2009

Il est peu probable que les Italiens et les Juifs nés au Canada se considèrent comme ségrégés de nos jours, et ce, même si leurs parents et leurs grands-parents ont probablement eu cette impression lorsqu'ils vivaient dans le même genre de secteurs défavorisés que ceux où habitent aujourd'hui les Chinois et les Pakistanais. Le « groupage » est ce qui les a aidés à réussir.

Le même genre de processus est-il en train de se produire avec les nouvelles vagues d'immigrants, qui sont happées par la machine urbaine, et qui débordent de créativité et d'activité commerciale? Ou bien est-ce que les rouages se sont bloqués, laissant les communautés prises au piège et à l'écart?

Avant de commencer à parler de ghettos, il faut d'abord répondre à cette question.

Saunders, 2009 [TRADUCTION]

Partie 1 : Les caractéristiques des enclaves de minorités à MTV en 2006

Introduction : Les enjeux

Durant la longue période de l'après-guerre, deux enjeux importants ont été dans une large mesure envisagés de façon distincte. Premièrement, les gouvernements nationaux de l'hémisphère nord ont façonné leurs politiques d'immigration en adoptant le point de vue de l'État nation, habituellement en ayant à l'esprit l'économie et la structure démographique de la population. Au Canada, la politique de l'immigration est le moteur du changement démographique – encore plus depuis les vingt dernières années –, et compte tenu de la mondialisation des admissions d'immigrants, cette situation a entraîné une diversification prononcée de la société canadienne sur le plan ethnoculturel. Deuxièmement, en parallèle, le processus quotidien de l'intégration des immigrants ainsi que l'interaction continue entre les groupes ethnoculturels se produisaient à l'échelle locale, en particulier dans les régions métropolitaines. Or, il y a eu peu d'échos entre les deux dimensions ou processus. Ainsi, le gouvernement fédéral consulte officiellement les provinces au moment d'établir les objectifs d'immigration, mais pas les municipalités. En outre, même si le ministère national chargé de l'immigration (CIC) comporte une unité spécialisée dans l'intégration, il est difficile d'établir si les politiques en matière d'admission ont été élaborées avec le concours de ce milieu (p. ex., voir Green et Green, 1999; Li, 2003). Du point de vue de la recherche universitaire, les gouvernements nationaux ont pris au sérieux les idées des économistes dans l'élaboration de leurs politiques d'immigration, mais n'ont pas jugé particulièrement pertinentes à cet égard les études des anthropologues, géographes et sociologues sur la transformation des villes.

L'isolement relatif entre les dimensions locale et nationale en ce qui concerne les politiques en matière d'immigration et de diversité est, sans doute, en train de changer au cours du XXI^e siècle. Ce changement

¹ Je tiens à remercier la Division de la citoyenneté et du multiculturalisme de Citoyenneté et Immigration Canada d'avoir commandé le présent rapport. Je remercie également le ministère du Patrimoine canadien de m'avoir permis de consulter les données spécialisées qui ont été utilisées dans les tableaux 4, 7 et 8. Et je suis également très reconnaissant à Mathew Coyle qui a extrait et analysé soigneusement les données, et produit les figures 1 à 3. Les opinions exprimées dans le présent rapport sont les miennes uniquement, ainsi que toute erreur de fait ou d'interprétation.

est attribuable, du moins en partie, aux choix effectués par les immigrants et leurs enfants, qui se concentrent de plus en plus dans les grandes régions métropolitaines. Par conséquent, une carte nationale des membres de minorités visibles montrerait des « foyers » dans un petit nombre d'endroits, entrecoupés de grandes zones relativement vierges. Le paysage culturel non métropolitain du Canada est largement blanc et autochtone, tandis que les grandes villes accueillent des populations diversifiées. Cette géographie inégale exige une mise en contexte *spatiale* de politiques que l'on a considérées comme essentiellement de portée nationale. Les craintes avivées par le 11 septembre, les attaques à la bombe à Londres, les émeutes à Paris ainsi que de plusieurs autres incidents ont intensifié cette préoccupation, plus particulièrement du fait que les auteurs de ces actes sont souvent issus de minorités nées dans ces pays. L'attention s'est tournée vers le milieu urbain dans un effort pour comprendre des questions comme la radicalisation des jeunes. Autrement dit, la question de la sécurité nationale est, du moins en partie, rattachée au tissu de la vie urbaine. Dans cette nouvelle perspective, l'analyse de la formation du quartier et de la transformation urbaine a commencé à prendre un certain sens pour la dimension nationale.

Il est important de comprendre une hypothèse sous-jacente ici. En effet, les analystes des politiques commencent de plus en plus à saisir une idée avancée par les sociologues et les géographes urbains depuis des décennies : il existe un rapport entre l'aménagement spatial de la société et les relations sociales qui s'y déroulent. Les gens de différentes ethnies, cultures ou religions ont plus de chances d'entrer en interaction s'ils vivent à proximité les uns des autres que s'ils se trouvent dans des secteurs distincts de la ville. Les rencontres banales dans la vie de tous les jours peuvent déboucher sur la compréhension interculturelle (voir Sandercock, 2003; Germain, 1997). En revanche, les milieux isolés favorisent l'interaction *à l'intérieur* des communautés culturelles et, sans doute, un manque de compréhension entre les cultures. L'*endroit* où les gens vivent – la nature de leur quartier – joue un rôle, et ce, même pour les gouvernements nationaux qui ont tendance à se tenir à distance de la dimension locale.

De plus en plus, la composition des quartiers des centres métropolitains du Canada est déterminée par les immigrants et leurs enfants. À bien des égards, le comportement des immigrants de la première génération est lié à leur inévitable, et sous certains rapports, *perpétuel* « entre-deux », c'est-à-dire qu'ils sont nés dans un pays, mais qu'ils vivent dans un autre. Ils se heurtent de plein fouet aux difficultés linguistiques liées à l'établissement dans un nouveau pays et aux obstacles les plus périlleux de l'acculturation. Il est certain que leur aptitude à évoluer dans la société canadienne s'améliore au fil du temps, mais il ne faudrait pas s'attendre à une transformation complète de leur mode de vie ou de leur identité. Sans doute est-ce là la principale leçon de la théorie de la migration qui a commencé à prendre de l'essor dans les années 1990 : le transnationalisme offre un moyen utile de comprendre l'expérience de l'immigrant et le processus d'acculturation (Hiebert et Ley, 2003). Selon ce point de vue, les immigrants habitent un « champ social » qui relie leurs milieux d'origine et de destination. Ils consomment des médias, communiquent avec des amis et participent à la vie politique des deux milieux, et ils entretiennent des liens économiques et voyagent fréquemment entre les deux milieux. Autrement dit, ils se construisent des identités hybrides qui sont le produit de réseaux sociaux étirés dans l'espace, et ils participent simultanément à deux (ou dans certains cas, à plus de deux) milieux. Résider dans une enclave de minorités facilite l'adoption de styles de vie transnationaux, même si ceux-ci peuvent être conservés peu importe le contexte résidentiel. La possibilité de faire des appels interurbains à prix réduit, Internet et la télévision par satellite, en plus des billets d'avion à prix abordable, font en sorte que les immigrants qui choisissent de maintenir les liens avec leurs origines peuvent le faire à partir de leur domicile privé, peu importe où il se trouve. Néanmoins, vivre dans le contexte d'une enclave fait en sorte que la possibilité de vivre à la fois « là-bas » et « ici » (pas physiquement, bien sûr, mais dans le sens des pratiques quotidiennes et de l'identité), devient plus facile.

Le rapport qui existe entre choisir de résider dans une enclave de quartier et le transnationalisme n'a pas été démontré dans la littérature spécialisée. Cela pourrait s'expliquer en partie par la nature des limites disciplinaires universitaires – ou peut-être serait-il plus exact de dire les limites méthodologiques. Les sociogéographes qui étudient les espaces résidentiels ont tendance à compter sur les données

statistiques, et plus particulièrement sur les recensements. Les anthropologues sont ceux qui ont le plus activement théorisé et enquêté sur le transnationalisme, même si les chercheurs d'autres domaines universitaires se sont joints à eux. À de rares exceptions, ces travaux de recherche ont été de nature qualitative, mettant à profit des entrevues, des groupes de discussion et l'observation de participants. Les rares études quantitatives sur le transnationalisme n'ont pas cherché à comprendre le rôle des quartiers (p. ex., Portes et coll., 2002). De ce fait, les ouvrages sur les schémas de résidence et les identités transnationales demeurent, dans une large mesure, sans lien.

Aussi, fait peut-être encore plus surprenant, c'est à peine s'il y a eu quelques études systématiques sur la vie sociale dans les enclaves de minorités, ou sur les inclinations personnelles de leurs résidents. Bien entendu, des stéréotypes circulent sur cette question. En fait, la conceptualisation initiale de l'établissement des immigrants dans la ville américaine était fondée sur la perception que les résidents des enclaves sont différents des résidents d'autres secteurs de la ville. Au début du XX^e siècle, le groupe de grands sociologues appelé plus tard l'école de Chicago (voir Robert Park, Earnest Burgess et Louis Wirth) faisait valoir que les immigrants gravitaient vers les enclaves à leur arrivée, parce qu'il s'agissait d'endroits où ils pouvaient se familiariser avec leur nouvelle société entourés de la présence rassurante de leurs pairs. Les sociologues de l'école de Chicago faisaient remarquer que des institutions importantes – communautés religieuses, sociétés d'entraide, écoles ethnoreligieuses, etc. – voient le jour dans les enclaves. En outre, les enclaves créent un marché pour des biens et des services ethnospécifiques qui requièrent habituellement beaucoup de main-d'œuvre et qui génèrent donc, pour les nouveaux arrivants, des emplois qui ne nécessitent pas la maîtrise de la langue du pays d'accueil, ainsi que des possibilités d'entrepreneuriat. Par conséquent, les « économies ethniques » deviennent liées intrinsèquement au maintien des identités ethniques.

Depuis près d'un siècle, soit depuis que ces idées ont été mises de l'avant, on a supposé que les résidents des enclaves participaient davantage à ces institutions que les résidents d'autres parties de la ville. Les sociologues de l'école de Chicago croyaient fermement au processus d'assimilation et affirmaient que les nouveaux arrivants avaient *besoin* des enclaves à leur arrivée, mais qu'ils échapperaient à leur confinement dès qu'ils maîtriseraient la langue du pays d'accueil et qu'ils auraient amélioré leur situation d'emploi. Les enclaves demeureraient, mais elles seraient le théâtre d'un renouvellement régulier de leurs résidents, les nouveaux arrivants prenant la place de ceux qui s'étaient échappés pour améliorer leur sort en déménageant dans des espaces résidentiels de meilleure qualité et moins homogènes. Leur modèle de processus d'assimilation évitait de préciser le temps nécessaire pour que ce processus se produise, se contentant de le voir comme inexorable. Les sociologues de l'école de Chicago, et les générations d'analystes qu'ils ont inspirées, s'attendaient indubitablement à ce que les enfants des immigrants soient suffisamment assimilés pour fuir les enclaves, et aller vivre dans les banlieues « américaines ».

Les théories de l'établissement et de l'intégration des immigrants ont fait des progrès considérables depuis ces premiers balbutiements, et les détails de cet ensemble de travaux dépassent la portée du présent rapport. Mais il vaut la peine de mentionner que les chercheurs sont moins sûrs de la trajectoire de l'assimilation, et comprennent désormais que l'identité ethnique est à la fois plus résiliente et plus souple. Si les gens conservent leurs caractères ethnoculturels distinctifs plus longtemps, tout particulièrement dans une ère de politiques de multiculturalisme, que faut-il en conclure au sujet de la nature des enclaves? Seront-elles plus stables, c'est-à-dire non pas des postes de pesage sur le chemin de l'assimilation, mais plutôt des endroits qui aident des gens à conserver leur mode de vie et leur identité durant de longues périodes, voire pour toujours? Peut-être s'agit-il en réalité d'une caractéristique souhaitable dans une société multiculturelle comme le Canada. Si les gens choisissent de vivre dans des enclaves durant de longues périodes, en quoi cela influence-t-il leur interaction avec les personnes issues d'autres milieux ethnoculturels, et en quoi cela influence-t-il leur identification avec le Canada? Il s'agit là d'importantes questions, mais compte tenu de notre base de recherche, il est prématuré de tenter d'y répondre.

La question de la ségrégation est devenue particulièrement chargée en Europe, où d'éminents commentateurs ont établi un lien entre les émeutes raciales au Royaume-Uni et en France et les effets

des milieux urbains ségrégués (voir Amin, 2003, Haddad et Balz, 2006). Ceux qui sont affiliés à la droite politique voient les quartiers où il y a une concentration de minorités ou d'immigrants comme le résultat d'un choix délibéré fait par leurs habitants d'embrasser l'isolement culturel, tandis que les critiques progressistes sont d'avis que la ségrégation est une réaction au racisme et à la marginalisation économique. Indépendamment de ce qui précède, la ségrégation sociospatiale est vue comme un facteur de l'agitation sociale.

Avant de nous mettre à la recherche de la *signification* des enclaves, il nous faut recueillir des renseignements plus systématiques. La présente étude est conçue comme une sorte d'étape préliminaire consistant à mettre en place un ensemble de points de base qui sont principalement de nature factuelle. Je vais également me lancer dans certaines interprétations, mais j'ai l'intention de concentrer mon attention sur l'analyse des données disponibles pour *commencer* à répondre aux questions importantes. Pour le moment, l'analyse se limitera aux trois centres métropolitains comptant les plus grandes populations d'immigrants et de minorités visibles, soit Montréal, Toronto et Vancouver (MTV). Les questions qui se trouvent au cœur de ce projet sont les suivantes :

- Comment la géographie résidentielle des groupes minoritaires visibles a-t-elle changé entre 1996 et 2006? Compte tenu du taux d'immigration relativement élevé et de la croissance de la population de minorités visibles de deuxième génération, est-ce que les enclaves sont en train de devenir plus répandues à MTV?
- Quel est le profil socioéconomique des enclaves de minorités visibles? Qui y habite? Qui n'y habite pas? Existe-t-il des différences systématiques entre ces deux sous-populations?
- Les enclaves sont-elles homogènes ou hétérogènes sur le plan ethnoculturel? Autrement dit, sont-elles caractérisées par un certain nombre d'immigrants ou de groupes minoritaires visibles, ou sont-elles dominées par des groupes uniques?
- Comment les enclaves se recoupent-elles avec la diversité religieuse? Comme pour le point précédent, sont-elles caractérisées par des populations affichant un éventail d'appartenances religieuses, ou sont-elles plutôt monolithiques à cet égard?
- Quel rapport existe-t-il entre les enclaves et la pauvreté? Les enclaves sont-elles des lieux de marginalisation socioéconomique et de privation? Si nous constatons que la majorité des enclaves sont à la fois distinctes sur le plan ethnoculturel et pauvres, cela pourrait être le signal de tensions sociales éventuelles.
- Où se situent les zones critiques, c'est-à-dire celles où l'on constate un chevauchement entre l'isolement social (très forte concentration ethnoculturelle) et la marginalisation socioéconomique (taux de pauvreté très élevés)?
- Quel est le profil de ces zones critiques? Qui habite dans ces zones?

J'ai également rédigé un rapport complémentaire qui porte plus particulièrement sur la dynamique transgénérationnelle des enclaves; autrement dit, les Canadiens de deuxième génération gravitent-ils vers ces endroits ou les évitent-ils (Hiebert, 2009)?

Encadrer l'analyse : définition des principaux termes

Cinq principaux termes sont utilisés pour discuter des tendances des immigrants et des groupes minoritaires en matière de résidence : dispersion; ségrégation; concentration; enclaves et ghettos (ou ghettoïsation). Beaucoup de confusion entoure ces termes, parce qu'il arrive fréquemment que les universitaires et le discours populaire les utilisent en leur prêtant des significations différentes. Pour éviter une telle ambiguïté, je les définirai avec précision et m'efforcerai de les utiliser de manière cohérente.

La ségrégation se rapproche de la séparation; on dit qu'elle survient lorsque deux groupes ou plus occupent des espaces résidentiels différents à l'intérieur de la même ville ou région. La ségrégation devrait être envisagée dans l'optique d'un continuum, plutôt que du point de vue « existe/n'existe pas ». À une extrémité du spectre, un groupe peut être plus répandu dans une zone de la ville qu'un autre, ce qui signifie que de subtils processus de ségrégation sont à l'œuvre. Par exemple, les fidèles d'une

certaines confessions peuvent avoir tendance à habiter près de leur lieu de culte, mais vivre néanmoins parmi des personnes ayant d'autres croyances religieuses. Cette situation constitue un exemple de faible degré de ségrégation et il se peut que ce modèle sociospatial échappe à de simples observateurs extérieurs au groupe. Dans ce cas, l'inverse de la ségrégation – c'est-à-dire, la **dispersion** – est le terme le plus approprié.

Les universitaires utilisent le terme **concentration** pour indiquer un degré moyen de ségrégation. Au sens général du terme, on dit d'un groupe qu'il est concentré lorsqu'il commence à être identifié à un secteur (ou à plusieurs secteurs), mais que son degré de ségrégation est toujours modeste. Élément encore plus important, le quartier habité par le groupe peut également accueillir de nombreux membres d'autres groupes. Par conséquent, la concentration implique une combinaison de ségrégation et de dispersion.

Le terme **enclave** est utilisé pour les endroits où un groupe particulier domine la population. Je vais fournir une définition opérationnelle des enclaves ci-après, mais pour l'instant, il suffit de dire qu'il s'agit d'endroits instantanément reconnus dans l'imagination populaire de la ville, comme *Chinatown*, *La petite Italie*, etc.

Poursuivons notre déplacement dans le continuum. On dit d'un groupe qu'il est **ségrégré** lorsque la majorité de ses membres vivent à proximité les uns des autres, et lorsque les endroits où il habite sont largement considérés comme son « fief ». Dans cette situation, les membres du groupe rencontrent principalement des personnes appartenant à la même ethnie dans le cadre résidentiel, bien qu'il y ait aussi un certain mélange avec d'autres groupes.

Enfin, le cas extrême de ségrégation est la **ghettoïsation**. Ce terme doit être utilisé avec beaucoup de doigté, cependant, et seulement dans les situations où trois conditions sont réunies : la vaste majorité des membres d'un groupe vit dans le même secteur (ou dans un petit nombre de secteurs), le groupe constitue la vaste majorité de la population du ou des secteurs, et le ou les secteurs sont associés à une marginalisation socioéconomique. Les cas de ghettoïsation classique sont rares. Les exceptions modernes sont le ghetto de Varsovie durant la Deuxième Guerre mondiale, les quartiers désignés pour l'établissement résidentiel des Noirs dans les villes d'Afrique du Sud durant le régime d'apartheid et, plus récemment, la décision prise par plusieurs autorités locales en Italie, comme la Ville de Milan, de désigner des endroits distincts pour les Roms (Tziganes), endroits ceinturés de clôtures et de barrières visant à contrôler les entrées et les sorties. Les municipalités justifient cette politique de ségrégation par deux motifs : les Roms seraient nomades et inadaptés aux milieux urbains « ordinaires », et il faudrait les protéger contre les incidents racistes dans la société en général (on a enregistré un certain nombre de violentes attaques contre des habitations occupées par des Roms). Inévitablement, toutefois, en séparant les Roms des autres groupes, cette politique ne conduit qu'à racialisier davantage la population et limite sévèrement ses possibilités d'intégration (Sigona, 2005).

Les ghettos naissent lorsque des institutions politiques ou autres, comme le marché de l'habitation, exercent leurs activités de manière à restreindre les choix résidentiels de certains groupes, les aiguillant vers les quartiers les plus indésirables (Thabit, 2003). Ils sont le produit de la racialisation, par laquelle des groupes minoritaires sont jugés par la majorité comme étant génétiquement et socialement inférieurs (Wacquant, 2001). Il y a toujours un degré de comportement involontaire dans la formation des ghettos, tandis que les enclaves ethniques se créent lorsque des membres d'un groupe choisissent de vivre à proximité les uns des autres (Boal, 1976). Ce point est particulièrement bien défendu par Peach (1996), qui fait la distinction entre la « bonne » (volontaire) et la « mauvaise » (forcée) ségrégation.

Géographes et sociologues ont examiné sous tous les angles les conséquences de la ségrégation ethnique. Dans les premières déclarations faites par l'école de Chicago, les enclaves étaient considérées comme bénéfiques, du moment que l'on n'y résidait que temporairement. Les sociologues affirmaient également que ceux qui y demeuraient de façon permanente n'étaient pas suffisamment assimilés, et par conséquent, qu'ils étaient fautifs. Depuis, les évaluations ont gagné en complexité, divers courants de

pensée se dégageant. Premièrement, certains continuent de voir la ségrégation comme le signe d'une réticence à l'assimilation, et croient que les enclaves et les ghettos reproduisent l'exclusion sociale parce que leurs habitants adoptent des attitudes à contre-courant (voir Lewis, 1969; pour une critique, voir Bauder, 2002). Ce point est repris dans le débat aux États-Unis sur l'*underclass* (sous-prolétariat), terme créé dans ce pays pour faire référence aux personnes défavorisées à de nombreux égards qui vivent dans des quartiers stigmatisés, et qui font l'expérience d'une forme de pauvreté dont il est pratiquement impossible de s'affranchir. Le terme s'applique principalement aux Afro-Américains et aux Latino-Américains qui n'ont pas fait d'études supérieures, qui ne possèdent pas de compétences recherchées, et qui ne disposent d'aucun moyen apparent de gravir les échelons sociaux. Bon nombre sont élevés dans des familles monoparentales et vivent de l'aide sociale. Les commentateurs conservateurs sont d'avis que ces endroits favorisent un *cycle de la pauvreté*, les taux d'aide sociale y étant élevés et les jeunes, souvent criminalisés et destinés à reproduire la situation marginalisée de leurs parents (pour des études canadiennes arrivant à des conclusions semblables, voir Kazemipur et Halli, 1997; 2000).

Deuxièmement, des interprétations plus critiques de ces endroits mettent l'accent sur les pratiques institutionnelles qui perpétuent la ségrégation (Massey et Denton, 1993). De ce point de vue, les paysages ségrégués sont à la fois le résultat de l'inégalité, mais aussi un mécanisme pour la reproduction de l'inégalité. Ces chercheurs constatent une étroite association entre la racialisation des minorités, et leur relégation dans des milieux ghettoisés.

Enfin, un troisième groupe de chercheurs a tenté de concilier la vision classique de l'école de Chicago, selon laquelle les résidents des zones ségréguées en tirent certains avantages, avec ces dernières perspectives critiques, faisant valoir que la ségrégation peut avoir des effets à la fois bénéfiques et nuisibles (Peach, 1996; Logan et coll., 2002). Pour eux, les causes et les conséquences de la ségrégation, et l'établissement d'enclaves, sont des questions *empiriques*. Ainsi, une zone à forte concentration ethnoculturelle (une enclave) peut être associée ou non à des débouchés économiques limités et à une jeunesse désenchantée. J'adopte ce point de vue dans la présente analyse, et j'ai l'intention d'analyser les caractéristiques des enclaves de minorités plutôt que de les considérer comme essentiellement problématiques. Je considère la concentration, et même des niveaux modérés de ségrégation, en termes essentiellement neutres *à moins qu'il n'y ait une marginalisation économique connexe*.

Méthodologie 1 : Détermination des enclaves

Aux fins de la présente analyse, j'ai adopté une approche relativement nouvelle, fondée sur la typologie des quartiers qui a été introduite par Poulsen, Johnston et Forrest (2001) et adaptée par la suite pour le Canada par Walks et Bourne (2006). Poulsen et coll. commencent par établir la différence entre les quartiers qui sont dominés par la communauté d'accueil (blanche) et ceux qui sont dominés par des minorités (visibles). À l'intérieur des zones de communautés d'accueil qui comptent au moins 50 p. 100 de Blancs, ils font ensuite la distinction entre deux types : les zones de « communautés d'accueil isolées » d'où les membres des groupes minoritaires visibles sont largement absents (moins de 20 p. 100 de la population), et les zones de « communautés d'accueil non isolées » qui comptent entre 20 et 50 p. 100 de minorités visibles. Dans des travaux de recherche plus récents, ils ont adopté l'étiquette de « citadelles blanches » pour qualifier les zones où au moins 80 p. 100 de la population est blanche (Johnston et coll., 2002; Poulsen et coll., 2002; Johnston et coll., 2003).

Dans les endroits où les groupes minoritaires visibles représentent au moins la moitié de la population, il existe pour ces chercheurs quatre types de quartiers : les zones d'« assimilation-pluralisme », qui comptent entre 50 et 70 p. 100 de minorités visibles et où, selon eux, la population d'accueil représente toujours une partie importante de la population; les « enclaves de minorités mixtes », qui comptent au moins 70 p. 100 de minorités visibles, mais où aucun groupe ethnoculturel n'est majoritaire; les « enclaves polarisées », où la population est constituée d'au moins 70 p. 100 de minorités visibles et où un groupe représente au moins le double de la taille de n'importe quel autre (il constitue au moins près de la moitié de la population totale); et les « ghettos », zones à concentration exceptionnellement élevée où au moins 30 p. 100 d'un groupe ethnoculturel vit et où ce groupe représente au moins 60 p. 100 de la

population (ce qui, plus ou moins par définition, les classerait aussi dans la catégorie des « enclaves polarisées »). J'ajouterais que le terme « ghetto » ne s'applique à ces derniers endroits que s'ils sont également associés à un taux élevé de pauvreté, mais quoi qu'il en soit, il n'existe aucun groupe ethnoculturel affichant un degré aussi élevé de concentration au Canada : à Vancouver, 19,4 p. 100 de la population sud-asiatique vit dans des secteurs de recensement où ce groupe compte pour au moins 60 p. 100 de la population, ce qui se situe bien en deçà du seuil de 30 p. 100 défini dans la documentation, et le deuxième groupe qui se rapproche le plus de cette définition est celui de la population d'origine chinoise vivant à Toronto, avec un taux de 12,1 p. 100.

Deux caractéristiques du système de typologie des quartiers que nous venons de décrire sont particulièrement utiles. La première est qu'il permet de circonscrire rapidement les enclaves au moyen d'une définition rationnelle qu'il est difficile de prendre en défaut. La deuxième tient au fait que Poulsen, Forrest et Johnston, ainsi que d'autres chercheurs inspirés par leur méthode, ont exposé la structure de quartiers de grandes villes situées dans plusieurs pays, me permettant d'inscrire dans une perspective internationale les statistiques relatives à MTV sur cette mesure, ce que je ferai ci-après.

Avant de commencer à décrire les données utilisées pour ce projet et d'énoncer le cadre d'analyse de façon plus détaillée, je m'arrête pour renommer les types de zones définis par Poulsen et coll., en me servant d'une terminologie plus simple. Dans le reste du rapport, j'utiliserai donc plutôt les termes suivants :

- type I : zones « blanches », ou « communautés d'accueil isolées » (où les minorités visibles constituent moins de 20 p. 100 de la population);
- type II : zones « à dominance blanche », ou « communautés d'accueil non isolées » (où les minorités visibles constituent de 20 à 50 p. 100 de la population);
- type III : zones « mixtes à dominance de minorités visibles », ou « enclaves d'assimilation-pluralisme » (où les minorités visibles constituent de 50 à 70 p. 100 de la population);
- type IV : « enclaves de minorités mixtes » (où les minorités visibles constituent 70 p. 100 ou plus de la population sans groupe majoritaire);
- type V : « enclaves de groupes minoritaires », ou « enclaves polarisées » (même chose que ci-dessus, mais un groupe en particulier fait au moins le double de tout autre groupe);
- type VI : « ghettos » (où un seul groupe minoritaire visible constitue au moins 60 p. 100 de la population, au moins 30 p. 100 du groupe vit dans ce genre de zone, et la fréquence des unités à faible revenu est le double de celle de la population métropolitaine en général).

À noter que j'utiliserai simplement le terme « enclave » pour faire référence à la combinaison des quartiers de types IV et V.

Méthodologie 2 : Données et démarche analytique

La première étape de ce projet sera d'utiliser les statistiques normales des recensements de 1996, 2001, et 2006 afin de classer chaque secteur de recensement de Montréal, Toronto et Vancouver en fonction de la typologie des quartiers que nous venons de décrire, dans les cinq catégories qui vont de zones « blanches » à enclaves de groupes minoritaires (la sixième catégorie, celle des ghettos, ne sera pas utilisée parce qu'elle n'est pas pertinente dans le cas du Canada, du moins, pas pour le moment). Cette méthode nous permettra d'élaborer un simple catalogue du degré de formation des enclaves. La question clé est la suivante : quelle est la proportion relative de Blancs et de membres des minorités visibles vivant dans ces divers types de quartiers, et comment ce ratio change-t-il au fil du temps? Bien entendu, la probabilité que des enclaves émergent dépend de deux choses : le ratio des minorités visibles dans une ville, et le degré de concentration de ces minorités visibles. Pour ce qui est du ratio, s'il dépasse 50 p. 100, et si les membres de ces minorités visibles sont dispersés uniformément, tous les quartiers seraient dominés par des groupes minoritaires visibles (type III). En outre, si 70 p. 100 de la population d'une ville est de minorités visibles, et s'il y a une dispersion uniforme, alors tous les quartiers seraient des enclaves de minorités mixtes (type IV). Il est important, par conséquent, de garder à l'esprit le ratio

global des groupes minoritaires visibles en faisant l'interprétation de ces statistiques. Plus particulièrement, ce ratio est beaucoup plus élevé à Toronto et à Vancouver qu'à Montréal, et nos attentes devraient être ajustées en conséquence (Hou, 2004).

Ensuite, j'aborderai le profil statistique de base des membres de groupes minoritaires visibles vivant dans les divers types de quartiers, en accordant une attention particulière à la comparaison entre ceux qui vivent à l'intérieur et ceux qui vivent à l'extérieur des enclaves. Pour cette partie de l'analyse, deux types de données ont été compilées. Premièrement, plusieurs variables ont été extraites des séries de profils du recensement de 2006, qui décrivent les caractéristiques générales de la population qui réside dans les secteurs de recensement. Ces caractéristiques comprennent le pourcentage de personnes employées et sans emploi, le pourcentage d'immigrants et d'immigrants récents, le revenu moyen des particuliers et des ménages, etc. De plus, une présentation tabulaire particulière des données du recensement a été commandée, en fonction de l'« univers individuel » du fichier maître pour le recensement de 2006² au Canada. Pour chaque secteur de recensement dans MTV, j'ai établi des tableaux croisés des variables suivantes : statut d'immigrant; statut de minorité visible; fréquence des unités à faible revenu; genre; âge; langue parlée à la maison; et niveau d'instruction. Ces tableaux croisés permettront – du moins pour ces variables – un examen plus précis de la différence qui existe entre les membres de groupes minoritaires visibles qui vivent à l'intérieur et à l'extérieur des enclaves. Avec un peu de chance, cela nous aidera à mieux comprendre la dynamique à l'œuvre dans les choix et les contraintes sur le plan résidentiel. Par exemple, si les résidents des enclaves sont systématiquement pauvres, il s'ensuit que la décision de vivre dans ces endroits est probablement motivée par la contrainte plutôt que par le choix. En revanche, s'il y a peu de différence sur le plan socioéconomique entre les résidents qui vivent dans des enclaves et ceux qui sont dispersés dans divers autres lieux, il est probable qu'il s'agit davantage d'une question de choix.

Je vais ensuite me concentrer plus directement sur les caractéristiques des enclaves et de leurs résidents. Comme je l'ai déjà mentionné, il est important d'établir si la composition culturelle des enclaves est généralement homogène ou hétérogène. Par définition, nous savons qu'au moins 70 p. 100 des résidents de ces zones sont membres d'un seul groupe, mais au-delà de cette caractéristique, à quoi ressemble le reste de la population? Est-elle constituée de nombreux groupes, ou seulement de quelques-uns? La réponse à cette question donne des indications sur le *potentiel* d'interaction transculturelle dans ces quartiers. Pour cette partie de l'étude, j'utiliserai une échelle d'analyse différente. Les secteurs de recensement, qui comptent en moyenne plus de 5 000 résidents, sont trop vastes pour que l'on puisse obtenir une mesure utile de la diversité de la population. Aussi, je procéderai plutôt à un simple comptage du nombre de groupes d'une seule origine ethnique (tels qu'ils sont définis dans le recensement de 2006) et je l'utiliserai pour les *Régions de diffusion* classées dans chaque type de quartier. Dans ce cas, nous verrons si les enclaves sont moins diversifiées culturellement, ou à peu près aussi diversifiées, que les autres secteurs de la ville.

Malheureusement, le recensement de 2006 n'incluait pas de question sur l'appartenance religieuse. Par conséquent, je n'aurai d'autre choix que de me tourner vers les données de 2001, dans un effort en vue de relever la composition religieuse des divers types de quartiers et, si possible, de déterminer le degré de diversité religieuse au sein de chacun. Pour cette partie de l'analyse, le grand nombre d'appartenances religieuses affichées par les Canadiens sera radicalement simplifié selon les catégories suivantes : religions judéo-chrétiennes; religions sud-asiatiques et est-asiatiques; islam; autres religions; et aucune religion.

La prochaine partie de l'analyse est, sans aucun doute, la plus importante : une enquête sur le rapport entre les enclaves et la marginalisation économique. Les enclaves sont-elles des lieux où il existe peu de débouchés ou simplement des endroits qui se distinguent sur le plan culturel (voir la citation qui

² Je remercie le ministère du Patrimoine canadien de m'avoir donné accès à ces données.

commence la présente étude)? Cet aspect de l'étude mettra à profit la présentation tabulaire particulière que j'ai déjà mentionnée et sera fondé sur la logique d'un tableau à deux dimensions, une dimension étant définie par la résidence à l'intérieur ou à l'extérieur d'une enclave, et l'autre dimension, par la résidence à l'intérieur ou à l'extérieur d'une zone de grande pauvreté (une zone où le ratio d'unités à faible revenu est le double de ce qu'il est pour l'ensemble de la région métropolitaine). Sur une diagonale de ce tableau, on trouvera les zones qui correspondent à l'hypothèse répandue voulant que les enclaves coïncident avec une marginalisation des possibilités (les endroits qui ne sont pas des enclaves, et ne figurent pas dans la catégorie de grande pauvreté dans une cellule, et dans l'autre cellule, les endroits qui sont à la fois des enclaves et qui comportent une proportion élevée de résidents à faible revenu). Les deux cellules hors diagonale du tableau représentent les situations plus complexes. Elles correspondent à des endroits qui ne sont pas des enclaves et qui n'ont pas de ratios élevés de populations à faible revenu, ou encore des zones de la ville qui sont marginalisées sur le plan économique, mais qui ne sont pas associées à de grandes populations de minorités visibles. La question essentielle est celle-ci : quel est l'équilibre relatif entre les quatre types de cellules du tableau, pour Montréal, Toronto, et Vancouver? Si la majorité des secteurs de recensement se trouvent « sur la diagonale », alors le rapport entre enclaves et marginalisation est clair et direct; s'ils ne s'y trouvent pas, d'autres facteurs interviennent.

Les zones où les enclaves de minorités sont aussi marginalisées économiquement seront portées sur une carte, pour chacune des trois régions métropolitaines. Est-ce que ces « zones critiques » se regroupent dans des endroits particuliers, ou sont-elles dispersées? Enfin, j'aborderai le profil socioéconomique des membres des groupes minoritaires visibles qui résident dans ces zones critiques, en me concentrant sur les mesures de l'âge, du degré de scolarité et de la langue parlée à la maison.

Le contexte : Un profil général de la composition socioculturelle de Montréal, Toronto, et Vancouver

Le tableau 1 présente un portrait statistique général de MTV. Des trois régions métropolitaines, Montréal est celle ayant reçu le plus petit nombre d'immigrants par rapport à sa population totale, et par conséquent, elle affiche la plus faible proportion de résidents des minorités visibles (juste un peu plus que dans l'ensemble du Canada). Étant donné que le nombre relatif de nouveaux immigrants – qui sont arrivés dans les années 1990 et au début des années 2000 – est beaucoup plus faible à Montréal que dans les deux autres villes, il s'ensuit que la proportion de ceux qui parlent une langue non officielle à la maison la plupart du temps, est également plus faible. Le profil des groupes minoritaires visibles fournit une indication des principales régions sources d'immigrants pour Montréal ces dernières années. Montréal est la seule ville où les Noirs constituent le plus important groupe minoritaire visible, et elle est également celle qui accueille le plus grand nombre relatif d'Arabes et de Latino-Américains dans MTV. Parallèlement, la part relative de Montréal en ce qui a trait aux minorités asiatiques – plus particulièrement, des Chinois, des Asiatiques du Sud, des Philippins, des Coréens et des Japonais – se situe bien en deçà des deux autres régions métropolitaines. Fait intéressant, la composition culturelle de Montréal est liée à sa structure démographique. Avec une part réduite de nouveaux immigrants, et plus particulièrement de ceux en provenance de l'Asie, les ménages de Montréal sont considérablement plus petits, en moyenne, que leurs contreparties à Toronto et à Vancouver. Cette tendance peut également être liée au coût du logement qui est plus raisonnable à Montréal, ainsi qu'avec la plus faible propension à devenir propriétaire dans cette ville.

Montréal se distingue également sur le plan socioéconomique. Même si le niveau d'instruction de la population de Montréal est généralement plus élevé que celui de l'ensemble du Canada, il reste qu'il est considérablement plus bas que celui de Toronto et de Vancouver. Cette caractéristique, ajoutée à la taille réduite des ménages dans cette ville, se traduit par un niveau de revenu par ménage beaucoup moins élevé à Montréal que dans les deux autres régions métropolitaines, et par des taux plus élevés de chômage, de recours au revenu sous forme de transferts gouvernementaux, et de fréquence des unités à faible revenu. Il est donc réaliste de s'attendre à voir un grand nombre d'immigrants et de membres des groupes minoritaires visibles aux prises avec un faible revenu à Montréal.

Le profil de Toronto est assez différent de celui de Montréal. En effet, le ratio d'immigrants et de minorités visibles est plus élevé à Toronto que dans n'importe quelle autre région métropolitaine du Canada (et, d'ailleurs, dans toute autre ville de l'hémisphère Nord). La population d'immigrants de Toronto est d'origine beaucoup plus récente que celle de Montréal et issue plus majoritairement d'Asie, en particulier d'Asie méridionale, et ce, même si Toronto accueille aussi un très grand nombre de personnes qui se déclarent comme des Noirs. Compte tenu de la récence de sa communauté d'immigrants et de sa composition culturelle, il n'est pas surprenant de constater qu'à Toronto, plus de personnes parlent à la maison une langue non officielle que dans les deux autres villes (juste un peu moins dans le cas de Vancouver).

Des trois villes, c'est Toronto qui avait l'économie la plus favorable en 2005-2006, avec le taux d'emploi le plus élevé, le taux de chômage le plus bas et la fréquence des unités à faible revenu la plus basse; c'est également à Toronto que l'on dépendait le moins des sources gouvernementales à titre de revenu. Par ailleurs, le niveau d'instruction de la population de Toronto est le plus élevé des trois villes, de même que les niveaux de revenu, tant individuel que par ménage; sur le dernier point, il vaut la peine de mentionner que la taille du ménage moyen est plus grande à Toronto qu'à Montréal ou à Vancouver, ce qui laisse entendre que davantage de ménages peuvent compter sur plusieurs revenus gagnés par des adultes. Le taux d'accès à la propriété est également plus élevé à Toronto. Une fois tous ces éléments réunis, on pourrait s'attendre à ce que les immigrants et les membres des minorités visibles se tirent mieux d'affaire à Toronto, ce qui pourrait être l'un des facteurs ayant attiré un si grand nombre de personnes issues de ces deux groupes dans cette région métropolitaine.

Enfin, la majorité des statistiques incluses dans ce portrait pour Vancouver se situent entre celles de Montréal et de Toronto, mais se rapprochent considérablement plus de Toronto. Le ratio d'immigrants, d'immigrants récents et de membres de groupes minoritaires visibles est pratiquement aussi élevé à Vancouver qu'à Toronto, tout comme la proportion de personnes qui parlent une langue non officielle à la maison, et ce, même si le profil ethnoculturel de Vancouver est distinct. La proportion de Canadiens d'origine chinoise est de loin la plus élevée à Vancouver, et cette ville accueille également le nombre relatif le plus élevé de résidents d'origines coréenne, japonaise et philippine. La population d'Indo-Canadiens est également importante à Vancouver. La ville compte beaucoup moins d'autres communautés de minorités visibles, particulièrement de personnes qui se déclarent arabes, latino-américaines ou noires.

En ce qui concerne plusieurs autres mesures importantes, les statistiques pour Vancouver sont pratiquement les mêmes que pour Toronto. La population de Vancouver est bien instruite par rapport à l'ensemble du Canada, et le taux d'activité est assez élevé, avec un taux de chômage exceptionnellement bas.

Toutefois, sur le plan du revenu, Vancouver tire de l'arrière par rapport à Toronto, à l'échelle individuelle et plus particulièrement à l'échelle des ménages (malgré le fait que la taille des ménages est assez comparable dans les deux villes). De ce fait, on constate à Vancouver des chiffres légèrement inférieurs en ce qui a trait à l'accession à la propriété et une fréquence considérablement plus élevée des unités à faible revenu – résultat qui se rapproche assez des chiffres correspondants pour Montréal. Cette dernière statistique donne à réfléchir, et elle laisse entendre que les immigrants et les membres de groupes minoritaires visibles de Vancouver pourraient se heurter à des difficultés économiques semblables à celles qu'on trouve à Montréal.

Analyse : Dynamique des enclaves à Montréal, Toronto et Vancouver ***L'évolution des paysages sociaux à MTV***

L'immigration est un élément important de la croissance démographique dans toute l'histoire canadienne. On a constaté deux tournants fondamentaux dans la politique relative à l'immigration depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le premier s'est produit dans les années 1960, lorsque le Canada a abandonné sa pratique traditionnelle consistant à accorder la préférence aux immigrants d'ascendance

européenne, ce qui a entraîné l'internationalisation marquée des sources d'immigrants au Canada. Le deuxième s'est produit vers le milieu des années 1980, dans une conjoncture intéressante. En effet, le Canada se rétablissait d'une terrible récession et, pour la première fois, les démographes ont commencé à se poser de sérieuses questions au sujet de l'impact à long terme de la chute de la fertilité et du vieillissement parallèle de la population (Teitelbaum et Winter, 1985).

Le gouvernement fédéral a apporté à sa politique d'immigration des changements radicaux qui ont favorisé l'atteinte d'un consensus de toutes les parties, consensus qui existe toujours aujourd'hui. La transformation était d'une telle portée qu'il est probablement plus approprié de la décrire comme l'instauration d'une nouvelle *philosophie* de l'immigration. Elle consistait notamment à voir l'immigration à la fois comme un stimulant économique et comme une nécessité du point de vue du redressement démographique, ce qui justifiait d'en accepter davantage (Li, 2003). En conséquence, l'objectif annuel global du programme a subi une hausse spectaculaire, passant d'environ 85 000 résidents permanents admis en 1985 à 250 000 en 1992.

L'objectif national relatif aux immigrants est demeuré dans la fourchette de 225 000 à 275 000 depuis le début des années 1990, avec seulement des rajustements mineurs d'année en année. Il est significatif que l'objectif ait été maintenu même durant la récession du début des années 1990, malgré les taux de chômage élevés (la situation se reproduit d'ailleurs durant la présente crise économique). Cette situation était sans précédent, et reflétait la nouvelle philosophie de l'immigration. Près de 2,2 millions de résidents permanents se sont ajoutés à la population canadienne durant les années 1990, et environ le même nombre s'y ajoutera au cours de la présente décennie. Ces chiffres sont exceptionnellement élevés d'après les normes de l'OCDE, si on les compare à l'ensemble de la population canadienne qui est d'environ 33 millions.

Avec une proportion si élevée d'immigrants récents qui arrivent de sources non européennes, le ratio des minorités visibles dans la population canadienne a augmenté considérablement durant les années 1990 et a continué à suivre cette trajectoire au cours de la présente décennie. En 2006, un Canadien sur six était membre d'un groupe minoritaire visible. Mais cette population est loin d'être uniformément répartie à l'échelle du pays. Selon le recensement, 68,2 p. 100 de tous les Canadiens âgés de 15 ans ou plus vivent dans une région métropolitaine de recensement; le chiffre correspondant pour les membres des groupes minoritaires visibles est beaucoup plus élevé, avec 96,1 p. 100. De plus, 72,5 p. 100 des minorités visibles faisant partie de ce groupe d'âge vivent à MTV (contre 34,5 p. 100 de l'ensemble des Canadiens). De toute évidence, le potentiel de création d'enclaves dans ces trois villes est énorme.

Étant donné que le taux d'immigration vers Montréal a été relativement modeste, la proportion de minorités visibles dans la région métropolitaine n'a augmenté que de quelques points de pourcentage, passant de 12,2 p. 100 de la population en 1996, à 16,5 en 2006. Néanmoins, on a constaté quelques importants changements dans les paysages sociaux de Montréal (tableau 2a). En effet, en 1996 et en 2001, la vaste majorité des Blancs vivaient dans des quartiers « blancs », où ils constituaient au moins 80 p. 100 de la population. Un beaucoup plus petit nombre vivait dans les zones mixtes où les Blancs dominaient (type II). En 2006, ce modèle contrasté a commencé à changer un peu, et le ratio des Blancs dans les quartiers « blancs » a chuté de près de 82 p. 100 à 75 p. 100. Ce changement serait associé à un plus grand potentiel d'interaction entre les Blancs et les minorités visibles, en particulier étant donné que le ratio des Blancs dans les deuxième et troisième catégories de quartiers (toutes deux de type mixte) a augmenté.

La géographie sociale des groupes minoritaires visibles à Montréal a évolué plus rapidement au cours de ces années. Pendant toute la période, près de la moitié résidait dans des zones à dominance blanche (même si ce pourcentage a fléchi en 2001), mais le ratio des minorités visibles dans les quartiers « blancs » a chuté considérablement, un mouvement distinct étant enregistré vers les zones mixtes sur le plan ethnoculturel, mais où 50 p. 100 ou plus des résidents sont de minorités visibles (type III). On a enregistré également de légères hausses du nombre de personnes vivant dans des enclaves de minorités mixtes et de groupes minoritaires.

Dans l'ensemble, les changements survenus à Montréal au cours de cette importante décennie ont été d'une ampleur modeste. Les trajectoires des Blancs et des minorités visibles étaient cohérentes; dans les deux cas, le ratio des personnes vivant dans les quartiers de types II et III (les plus mélangés sur le plan ethnoculturel) a augmenté.

La situation a été très différente à Toronto, la ville ayant connu la hausse la plus substantielle de la proportion de minorités visibles dans la population, passant de 32 p. 100 en 1996 à 43 p. 100 une décennie plus tard (tableau 2b). La tendance des Blancs à vivre dans des quartiers « blancs » était beaucoup moindre à Toronto qu'à Montréal, ce qui est logique compte tenu de la composition différente de la population dans les deux villes. De plus, la proportion de Blancs dans ces quartiers a diminué au cours de la décennie. De fait, on a constaté une symétrie approximative entre le fléchissement de 7 p. 100 des Blancs dans les quartiers « blancs » et la hausse de la proportion vivant dans les zones mixtes, à dominance de minorités visibles. Malgré tout, il vaut la peine de mentionner que dans une région métropolitaine où les Blancs représentent 57 p. 100 de la population, bien plus du tiers résident dans des zones où il y a au moins 80 p. 100 de Blancs. Cette situation est révélatrice d'une certaine séparation entre les Blancs et les minorités visibles.

Mais le changement réel survenu au cours de la période de 1996-2006 s'est opéré dans la géographie sociale des groupes minoritaires visibles de Toronto. En 1996, 57 p. 100 de la population de minorités visibles vivait dans des zones où les Blancs étaient dominants (les deux premières catégories). En 2006, ce chiffre avait chuté à moins de 35 p. 100, un changement assez remarquable. On a constaté une certaine hausse de la proportion de ceux qui résidaient dans les zones dominées par les minorités visibles, mais avec une population mixte (types III et IV). Toutefois, le principal changement, qui correspond pratiquement à la baisse du nombre de ceux qui vivaient dans les deux premiers types de quartiers, a été la croissance du ratio des enclaves de groupes minoritaires d'environ 19 p. 100. En 2006, plus du quart de la population de minorités visibles de Toronto vivait dans une enclave de minorités visibles – et moins de 5 p. 100 de la population blanche résidait dans les mêmes zones de la ville.

À Vancouver, le changement a été tout aussi profond. Comme à Toronto, il y a eu un mouvement net des Blancs des quartiers « blancs » à des zones mixtes qui contiennent une majorité de résidents des minorités visibles (tableau 2c). Il demeure toutefois que même si les Blancs constituent près de 58 p. 100 de la population, juste un peu plus du tiers résident dans des zones très majoritairement blanches (la première catégorie).

Les groupes minoritaires visibles de Vancouver ont suivi une trajectoire assez comparable à leurs homologues de Toronto. Le ratio de ceux qui résidaient dans des zones où les Blancs sont majoritaires (les deux premières catégories) a chuté d'environ 57 p. 100 à 35 p. 100. Une proportion un peu plus élevée de minorités visibles vivent dans des zones où elles constituent une petite majorité de la population (type III). Étonnamment, et contrairement à Toronto, le nombre de ceux qui résident dans des enclaves de minorités mixtes a fléchi brusquement; ce type de configuration résidentielle est devenu une rareté à Vancouver. Parallèlement, comme à Toronto, le ratio de minorités visibles dans les enclaves de groupes minoritaires a grimpé de moins de 7 p. 100 à juste un peu plus du quart.

Sur un plan, les données du recensement de 2006 révèlent un schéma clair : à Toronto et à Vancouver, la hausse de la population de minorités visibles a été associée à une tendance beaucoup plus forte pour les membres des groupes minoritaires visibles à vivre dans des enclaves. Cette situation ne s'est pas reproduite de manière générale à Montréal, où l'on a constaté une hausse beaucoup plus modeste dans la proportion de minorités visibles au sein de la population. La question essentielle, bien entendu, est celle-ci : qu'est-ce que cela signifie? Pour commencer à répondre à cette question, il faut examiner les caractéristiques des divers types de quartiers de manière très détaillée.

Qui vit dans les enclaves? Qui n'y vit pas?

Le tableau 3 (parties a, b et c) donne un aperçu statistique des résidents des cinq principaux types de quartiers à MTV, reproduisant le profil utilisé dans le tableau 1. De toute évidence, la composition socioéconomique et socioculturelle de ces zones varie considérablement. Dans la majorité des cas, les différences sont prévisibles, mais on note également quelques surprises.

Étant donné que seulement 16 p. 100 environ de la population de Montréal déclare faire partie d'un groupe minoritaire visible, d'un point de vue statistique, si tous étaient uniformément répartis dans l'ensemble de la région métropolitaine, tous vivraient dans le premier type de quartier (80 p. 100 de Blancs ou plus). De fait, un peu plus des deux tiers de la population de Montréal se trouve dans cette situation (tableau 3a). La majorité des autres résidents vivent dans le deuxième type de quartier où les Blancs sont majoritaires. Seulement 5 p. 100 de la population est distribuée dans les trois types de quartiers associés avec la dominance des minorités.

D'un point de vue socioéconomique, les cinq types de quartiers peuvent être réduits à trois (type I, type II et types III à V). Le premier type est distinctif et il est, en général, privilégié par comparaison avec le reste de la ville. Un peu plus de 90 p. 100 des résidents de cette zone sont des Blancs. Peu d'immigrants résident dans cette partie de Montréal, et plus particulièrement peu de nouveaux arrivants, et une très faible proportion des résidents parlent une langue non officielle à la maison. Tous les groupes minoritaires visibles sont sous-représentés dans les quartiers de type I. Le taux d'activité est élevé dans ces zones, et le chômage y est faible, mais il est intéressant de constater que le niveau d'instruction se situe autour de la moyenne. Néanmoins, les revenus individuel et par ménage se situent bien au-dessus de la moyenne dans les secteurs de recensement « blancs », un faible ratio de ce revenu est associé aux transferts gouvernementaux, et une majorité des résidents sont propriétaires de leur maison. Compte tenu de ces caractéristiques, la fréquence des unités à faible revenu est bien en deçà de la moyenne métropolitaine.

La situation socioéconomique du 5 p. 100 de la population vivant dans les quartiers des types III, IV et V pourrait difficilement être plus différente, à presque tous les égards (tableau 3a). En effet, un nombre disproportionné d'immigrants et de membres des groupes minoritaires visibles (par définition) vivent dans ces zones. Une grande majorité des résidents sont locataires, ce qui n'a rien de surprenant compte tenu des revenus individuel et par ménage relativement bas associés à ces zones (bien en deçà de la moitié de la moyenne métropolitaine dans le dernier cas). De fait, le ratio des revenus individuels dans les secteurs de recensement du type I par rapport à celui des secteurs du type V est le double, ce qui, comme nous le verrons ci-après, est beaucoup plus élevé qu'à Toronto ou à Vancouver. Il en va de même de la fréquence des unités à faible revenu, qui est plus du double de la moyenne métropolitaine; comme on peut s'y attendre, les transferts gouvernementaux constituent une source appréciable de revenu pour les résidents de ces zones de Montréal. La composition de la population sur le plan du niveau d'instruction est assez exceptionnelle, compte tenu de cet ensemble de caractéristiques socioéconomiques : la proportion de résidents titulaires d'un diplôme universitaire est effectivement plus élevée dans ces types de quartiers que dans l'ensemble de la région métropolitaine. Autrement dit, il semble y avoir un gaspillage de capital humain associé aux résidents de ces zones.

Dans la région de Montréal, les caractéristiques socioculturelles et socioéconomiques des quartiers de type II se situent entre celles des deux groupes que nous venons tout juste d'examiner. En règle générale, toutefois, leurs résidents ne sont pas particulièrement bien nantis, affichant des revenus inférieurs et des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne métropolitaine. À Montréal, il semble exister une relation assez directe entre le statut socioéconomique et le type de quartier. Plus la proportion de minorités visibles et d'immigrants est élevée, plus la marginalisation économique est importante.

À Toronto, comme à Montréal, les secteurs de recensement qui correspondent au premier type de quartier sont privilégiés sur le plan socioéconomique (tableau 3b). Encore une fois, près de 90 p. 100 des résidents dans ces zones sont des Blancs, et près des trois quarts sont nés au Canada. Les revenus sont

considérablement plus élevés que la moyenne métropolitaine, le chômage est rare, et l'accession à la propriété est répandue. Environ une personne sur dix vivant dans ces zones déclare un faible revenu, soit bien en deçà de la moyenne canadienne et métropolitaine. La différence réelle dans la nature de ces zones de Toronto, par comparaison avec Montréal, est qu'elles n'accueillent qu'un quart environ de la population (24,1 p. 100) par opposition à plus des deux tiers dans le dernier cas.

Un peu plus du tiers (36,3 p. 100) des résidents de Toronto habitent dans les secteurs de recensement où se trouvent les quartiers du deuxième type, c'est-à-dire où les Blancs sont majoritaires (de 20 à 50 p. 100). Ces zones sont, en général, très mélangées sur le plan ethnoculturel (situation que nous aborderons de façon plus détaillée ci-après). À presque tous les égards, les caractéristiques socioéconomiques des personnes vivant dans ce type de quartier se rapprochent de la moyenne pour la région métropolitaine dans son ensemble, ce qui signifie qu'elles sont assez à l'aise. La seule différence tient au fait que la proportion de minorités visibles dans ces zones est faible.

Inversement, près de 60 p. 100 des personnes vivant dans le troisième type de quartier se décrivent comme des membres des groupes minoritaires visibles (tableau 3b). Ces zones mixtes où les minorités visibles dominent sont également variées sur le plan culturel, mais elles sont associées à un ratio élevé de nouveaux arrivants, de même que d'immigrants plus solidement établis, et près du tiers de leurs résidents parlent une langue non officielle à la maison. Les revenus individuel et par ménage sont inférieurs à la moyenne métropolitaine, mais pas de manière exceptionnelle (environ 10 p. 100 dans le dernier cas). Le taux de chômage se situe au-dessus de la moyenne, tout comme la fréquence des unités à faible revenu. Encore une fois, ces écarts ne sont pas très marqués, une situation qui se traduit par le fait que les résidents des zones mixtes, à dominance de minorités visibles ne sont pas beaucoup plus enclins à utiliser les transferts gouvernementaux comme source de revenu que l'ensemble de la population métropolitaine.

À bien des égards, les résidents du quatrième type de quartier – c'est-à-dire, les 6 p. 100 de la population qui vivent dans des enclaves de minorités mixtes – sont aux prises avec les plus grandes difficultés sur le plan économique. La prévalence du faible revenu est plus élevée dans ces secteurs de recensement, où elle atteint près de 30 p. 100, et les personnes qui vivent dans ces zones dépendent le plus des transferts gouvernementaux comme source de revenu. Le taux de chômage est plus élevé dans les enclaves de minorités mixtes, et l'accession à la propriété est relativement peu courante par comparaison avec la région métropolitaine de Toronto dans son ensemble (même si elle se situe à 57 p. 100). Tous ensemble, les immigrants forment 63 p. 100 de la population dans ce type de quartier, 15 p. 100 d'entre eux sont de nouveaux arrivants.

Si les proportions d'immigrants (incluant les nouveaux arrivants) et de membres de groupes minoritaires visibles sont légèrement plus élevées dans les enclaves de groupes minoritaires, il reste que les résidents de ces zones sont, sans aucun doute, en meilleure situation financière que leurs homologues vivant dans des quartiers plus mixtes (type IV; tableau 3b). Leur revenu individuel moyen est plus bas, mais leur revenu par ménage est effectivement plus élevé, et le taux de chômage est plus bas, tout comme la fréquence des unités à faible revenu. De fait, le revenu des ménages dans les enclaves de groupes minoritaires est inférieur de seulement 12 p. 100 à la moyenne métropolitaine, quoique ce revenu doive être partagé entre 3,4 personnes plutôt qu'entre 2,8, le chiffre pour la région métropolitaine. Le taux d'accession à la propriété se situe lui aussi au-dessus de la moyenne dans les enclaves de groupes minoritaires, ce qui laisse entendre qu'une grande proportion des ménages vivant dans ces zones consacrent une bonne partie de leur revenu à cette forme de capitaux propres.

Près d'un demi-million de résidents de Vancouver (environ 23 p. 100 de la population) vivent dans des quartiers « blancs », qui sont distincts pour ce qui est de leurs caractéristiques socioéconomiques (tableau 3c). Comme dans les autres villes, ces zones sont associées à un ratio beaucoup plus élevé de personnes nées au Canada et à un nombre de nouveaux arrivants beaucoup plus petit que dans la région métropolitaine en général. Les minorités visibles forment juste un peu plus de 12 p. 100 de la population dans ces zones, légèrement plus que ce que nous avons constaté à Montréal et à Toronto. Les revenus

moyens individuel et par ménage sont plus élevés dans les quartiers « blancs », et le taux de chômage et la fréquence des unités à faible revenu sont plus bas. Néanmoins, le niveau d'instruction dans les secteurs de recensement qui s'inscrivent dans cette catégorie est moins élevé que prévu, en particulier la proportion de diplômés universitaires, qui est de 27,4 p. 100 par comparaison avec la moyenne métropolitaine de 30,9 p. 100.

Comme nous l'avons vu à Toronto, le deuxième type de quartier – à dominance blanche – accueille le plus grand nombre de personnes, soit 36 p. 100 de la population totale. Les secteurs de recensement dans cette catégorie comprennent un plus grand nombre d'immigrants et de membres de groupes minoritaires visibles, bien que la proportion des deux soit un peu moindre que dans la région métropolitaine en général. Si le niveau d'instruction est le plus élevé dans ce type de quartier, et si le revenu individuel y est supérieur à la moyenne, le taux de chômage se rapproche néanmoins de celui de la région métropolitaine, tout comme le revenu par ménage (en règle générale, les ménages ont tendance à être plus petits) et la fréquence des unités à faible revenu. Le taux d'accession à la propriété est en fait inférieur à la moyenne métropolitaine. Si on réunit tous ces points, on constate que les zones à dominance blanche sont socioéconomiquement complexes.

La moitié des résidents des quartiers mixtes de Vancouver à dominance de minorités visibles mixtes (type III) sont des immigrants, et plus de la moitié (par définition) se déclarent membres de groupes minoritaires visibles (tableau 3c). Compte tenu de la composition ethnoculturelle de la ville, les groupes les plus importants dans ces quartiers sont d'origines chinoise, sud-asiatique et philippine, mais on constate une représentation considérable d'autres communautés aussi. Les ménages ont tendance à être de grande taille dans ces zones; même si le revenu individuel est bas, le revenu par ménage n'est pas très éloigné de la moyenne métropolitaine, et le taux d'accession à la propriété est raisonnablement élevé. La fréquence des unités à faible revenu est légèrement au-dessus de la moyenne, tout comme le recours au revenu de sources gouvernementales. Autrement dit, le statut socioéconomique des quartiers de type III est inférieur à celui de la moyenne métropolitaine, mais pas par une grande marge.

Le quatrième type de quartier – les enclaves de minorités mixtes – est rare à Vancouver et n'accueille que 1,4 p. 100 de la population. Les caractéristiques socioéconomiques de ces zones se rapprochent beaucoup de celles des enclaves de groupes minoritaires. La majorité des résidents des deux types de quartiers sont des immigrants de première génération (plus de 60 p. 100) et, bien entendu, une grande majorité est de minorités visibles. Plus de 10 p. 100 des résidents de ces zones sont arrivés en 2001 ou par la suite, ce qui signifie que bon nombre d'entre eux sont toujours engagés dans le processus d'établissement initial. Les ménages sont habituellement de grande taille, et la prévalence des unités à faible revenu est relativement élevée. Le niveau d'instruction de ces zones se situe bien en deçà de la moyenne métropolitaine, et le revenu individuel y est particulièrement faible. Les transferts gouvernementaux constituent une importante source de revenu pour les résidents de ces quartiers. Malgré ces difficultés, le ratio d'accession à la propriété correspond à celui de l'ensemble de Vancouver.

* * *

Les données présentées dans cette section permettent plusieurs constatations importantes. Premièrement, il est extrêmement clair que la structure socioéconomique relative des zones dominées par les minorités visibles est très différente dans les trois régions métropolitaines à l'étude (voir Bauder et Sharpe, 2002). Le degré de différenciation socioéconomique entre les Blancs et les minorités visibles est le plus marqué à Montréal. La majorité des membres des groupes minoritaires visibles dans cette ville sont dispersés dans les zones à dominance blanche, mais ceux qui habitent dans les milieux résidentiels plus concentrés se heurtent à des difficultés économiques importantes (tableau 3a). L'aspect le plus intéressant sans doute de cette constatation est le fait que, dans la ville où les enclaves sont le moins développées, ceux qui vivent dans les enclaves semblent les plus désavantagés sur le plan économique. Le degré de différence socioéconomique entre les habitants des enclaves et la société en général est moindre à Toronto et à Vancouver qu'à Montréal. Par exemple, si nous calculons simplement le ratio du revenu par ménage dans les quartiers de type I par rapport aux quartiers de type V dans toutes les

régions métropolitaines, nous constatons qu'il est de 1,90 à Montréal, contre 1,37 tant à Toronto qu'à Vancouver (selon la ligne du revenu médian du ménage dans les tableaux 3a, b et c). Il existe également un écart beaucoup plus marqué dans la proportion des unités à faible revenu dans tous les types de quartiers à Montréal par comparaison avec les deux autres villes.

Deuxièmement, nous fondant sur cette constatation, nous ne pouvons conclure que le gradient socioéconomique entre les enclaves et les autres parties de la ville est soit grand soit unidirectionnel, du moins à Toronto et à Vancouver. Bien sûr, dans chacune des villes, le quartier du premier type – que l'on qualifie parfois de « citadelle blanche » dans la littérature spécialisée – est associé à une situation socioéconomique beaucoup plus enviable que les quatre autres. Mais le degré de différenciation socioéconomique entre les quatre autres types de quartiers n'est pas si grand. À Toronto, par exemple, le revenu moyen par ménage dans les zones mixtes à dominance de minorités visibles (type III) est de 63 300 \$, comparativement à 69 400 \$ dans les zones à dominance blanche (type II) [tableau 3b]. Évidemment, le dernier chiffre est plus élevé, mais de moins de 10 p. 100. De plus, comme nous l'avons mentionné, les résidents des enclaves de groupes minoritaires (type V) sont un peu plus à l'aise que ceux des secteurs de recensement formés d'enclaves de minorités mixtes (type IV). L'écart dans la proportion d'unités à faible revenu, dans les types de quartiers II à V, n'est pas non plus si marqué, en particulier à Vancouver (tableau 3c).

Enfin, les différences socioéconomiques entre les quartiers sont variables, et dépendent de la mesure utilisée. Ces différences sont le plus marquées lorsque l'on compare les caractéristiques culturelles, comme la proportion d'immigrants ou encore l'usage de langues non officielles à la maison. Elles sont également raisonnablement marquées pour certaines variables socioéconomiques, plus particulièrement le revenu individuel. Cependant, comme je l'ai déjà mentionné, les différences de revenu du ménage entre les types de quartiers sont plus atténuées (voir Ley, 1999). En outre, à Toronto et à Vancouver, les taux d'accession à la propriété dans les quartiers de types III à V sont essentiellement les mêmes que la moyenne métropolitaine des deux villes (tableaux 3b et c). Le rapport entre le niveau d'instruction et le type de quartier défie lui aussi la simple logique. Ainsi, à Toronto, la proportion de personnes ayant décroché un diplôme universitaire est très uniforme, peu importe le type de quartier. À Vancouver, le pourcentage de personnes possédant un diplôme universitaire est en fait *plus élevé* dans les enclaves de groupes minoritaires que dans les zones blanches (types V contre I). Ce résultat laisse entendre que l'on accorde de la valeur aux études dans *tous* les types de quartiers, et contredit toute tentative de décrire les enclaves comme des endroits où les valeurs sont à contre-courant (voir la thèse du sous-prolétariat avancée aux États-Unis, que j'ai déjà mentionnée dans le présent rapport).

Les membres de groupes minoritaires visibles à l'intérieur et à l'extérieur des enclaves

Toutes les statistiques présentées dans la section précédente sont fondées sur la population totale dans chaque type de quartier. Mais cette analyse globale pourrait masquer d'importantes différences au sein de la population des minorités visibles. Peut-être les membres de groupes minoritaires visibles vivant dans des zones blanches plutôt que dans des zones de minorités diffèrent-ils plus profondément entre eux que l'ensemble de la population dans les mêmes zones. Autrement dit, les membres de minorités visibles possédant certaines caractéristiques (p. ex., instruction, revenu) pourraient choisir de demeurer dans des milieux résidentiels différents. Dans certains cas, il se peut que ce ne soit pas un choix volontaire : ceux qui ont un faible revenu peuvent résider dans des enclaves parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre ailleurs.

Pour aborder ces questions importantes, je me suis servi d'une présentation tabulaire spéciale des données du recensement de 2006 pour Montréal, Toronto et Vancouver, qui a été commandée à mon intention par le ministère du Patrimoine canadien. Malheureusement, en raison de contraintes techniques, les tableaux ne contiennent que quelques variables pertinentes et se limitent à la population des minorités visibles dans son ensemble, plus les trois groupes les plus importants la constituant (Chinois, Sud-Asiatiques et Noirs). Il serait utile, au cours d'un futur projet de recherche, de créer une présentation

tabulaire plus complète qui permettrait d'effectuer une analyse plus détaillée des résidents de minorités visibles dans les divers types de quartiers de ces villes.

À noter que ces données ont également été utilisées dans un autre projet qui se concentre sur la distribution des cohortes d'immigrants dans les divers types de quartiers à MTV, en insistant plus particulièrement sur le rapport entre la structure résidentielle des immigrants et des Canadiens de la première génération et demie et de la deuxième génération (Hiebert, 2009). Étant donné l'analyse détaillée qui a été faite de cette question dans un autre projet, à une seule exception près (le niveau d'instruction de la deuxième génération), je ne vais pas m'y attarder ici.

Isoler la population de minorités visibles permet de dégager les différences entre les types de quartiers avec plus de clarté. De fait, il y a très peu de différenciation du point de vue de l'âge entre les types de quartiers à Montréal, mais les valeurs pour chacune des autres mesures varient considérablement (tableau 4, partie a). Les membres de groupes minoritaires visibles qui habitent dans des quartiers où les minorités visibles forment la majorité de la population (types III à V) sont davantage enclins à parler une langue non officielle à la maison, moins susceptibles d'avoir obtenu un diplôme universitaire, et plus susceptibles d'avoir un faible revenu. De plus, l'écart *général* dans le niveau d'instruction se creuse pour la deuxième génération.

À Toronto, la situation est plus subtile. Encore une fois, il n'y a pas de relation particulière entre l'âge et la situation résidentielle pour ce qui est des cinq types de quartiers. Le nombre relativement petit (6 p. 100) des résidents de minorités visibles de Toronto vivant dans des quartiers « blancs » sont relativement distincts, leur niveau d'instruction étant le plus élevé, une tendance qui semble se transmettre à la deuxième génération. Leur propension à parler une langue non officielle à la maison est faible, et peu d'entre eux sont à faible revenu. Parallèlement, le degré de différenciation parmi les autres types de quartiers – qui comptent 94 p. 100 de la population de minorités visibles – n'est pas particulièrement marqué (mise à part la tendance à parler une langue non officielle à la maison). La fréquence des unités à faible revenu par exemple est seulement légèrement plus élevée pour les résidents des enclaves de groupes minoritaires (type V) par comparaison aux zones à dominance blanche (type II), ou en fait dans n'importe quelle zone où les minorités visibles comptent pour plus de 50 p. 100 de la population. La proportion de diplômés universitaires est également assez uniforme entre les quartiers des types II à IV (même si la propension de la deuxième génération à obtenir un diplôme universitaire est plus élevée chez ceux qui habitent les quartiers de type II).

Les modèles que nous venons de décrire pour Toronto s'appliquent aussi à Vancouver. Encore une fois, la petite fraction de la population de minorités visibles dans les secteurs de recensement classés comme étant de type I est plus à l'aise que sa contrepartie dans le reste de la région métropolitaine. Comme nous l'avons vu à Montréal et à Toronto, la relation qui existe entre la langue parlée à la maison et le type de quartier est claire : les familles où l'on parle une langue non officielle à la maison semblent graviter vers des zones où l'on constate des concentrations élevées de résidents de minorités visibles. Mais le degré de différenciation en ce qui a trait aux variables du niveau d'instruction et de la fréquence des unités à faible revenu est considérablement moindre. Par exemple, l'écart dans la proportion d'unités à faible revenu entre les zones de type I et de type V est inférieur à 6 p. 100 (21,3 contre 27,0 p. 100), et la propension de la deuxième génération à faire des études universitaires est seulement inférieure de 4,3 p. 100 dans les zones de type V.

Pour résumer cette section, le gradient social entre les membres de groupes minoritaires visibles vivant dans des zones « blanches » et ceux vivant dans des zones « non blanches » à Montréal est relativement prononcé, et certainement plus marqué qu'à Toronto ou à Vancouver. À Montréal, les caractéristiques socioéconomiques des résidents des quartiers où les minorités visibles dominent laissent entendre que ces quartiers se sont formés dans des zones marginalisées de la ville. À Toronto et à Vancouver, en revanche, les résidents des enclaves sont distincts sur le plan culturel (ils ont tendance à parler une langue non officielle à la maison), mais ils ne sont pas tellement différents des personnes de minorités

visibles dispersées ailleurs dans la ville pour ce qui est de leurs caractéristiques sur le plan de l'instruction ou du risque de pauvreté.

Enclaves et diversité ethnoculturelle

Il serait logique de supposer que le degré de diversité ethnoculturelle diffère entre les types de quartiers utilisés pour la présente analyse. Nous avons déjà constaté que de 85 à 90 p. 100 des résidents du premier type de quartier dans chacune des trois villes sont des Blancs. Inversement, à Toronto et à Vancouver, près de 80 p. 100 des résidents des quartiers de type IV et V sont des membres de groupes minoritaires visibles. Il est également clair que les enclaves sont représentées dans les médias comme des lieux homogènes. Par exemple :

[TRADUCTION]

Si ce n'était de la neige et du sel dans le parc de stationnement, le Plaza McLaughlin Village, à l'extérieur de Toronto, pourrait aisément se trouver à New Delhi. On trouve de la chèvre et du mouton à la boucherie Doaba. Le dernier succès de Bollywood, *Guru*, est en location au club vidéo West End. Vous pouvez faire calculer vos impôts, consulter le médecin et faire des réservations d'avion en panjabi. L'horloge au mur de la boutique de photocopie donne l'heure de New Delhi. Les seuls visages caucasiens sont ceux des agents du poste de police communautaire de Brampton. (Jiménez, 2007)

On pourrait donc s'attendre à trouver assez peu de diversité culturelle dans les quartiers de types I, IV et V, et beaucoup plus dans ceux des types II et III. Si c'était le cas, les possibilités d'interactions transculturelles dans la vie de tous les jours seraient plus élevées dans les zones mixtes de la ville, et moins élevées dans celles qui sont davantage monoculturelles. C'est, bien entendu, ce qu'il faut comprendre de cet extrait d'un article de Jiménez, selon qui l'enclave indo-canadienne de Brampton est un endroit à part, où les Indo-Canadiens rencontrent uniquement des personnes de leur propre groupe (à l'exception des agents de police).

Afin de mettre cette conjecture à l'épreuve, j'ai eu recours à l'échelle de l'aire de diffusion (AD). Jusqu'ici, toutes les données examinées dans cette étude se situaient à l'échelle des secteurs de recensement, lesquels sont couramment utilisés en matière d'analyse urbaine. Toutefois, les secteurs de recensement sont de trop grande taille pour permettre une étude convenable de la géographie sociale de la diversité étant donné qu'ils englobent, en moyenne, plus de 5 000 personnes; dans un groupe aussi vaste, une grande diversité ethnoculturelle est inévitable. Les AD, en revanche, sont la plus petite unité normalisée pour laquelle Statistique Canada diffuse des données. À Vancouver, par exemple, l'AD moyenne compte 627 personnes, ou environ 240 ménages. Dans certains cas, l'aire de diffusion pourrait représenter un seul grand immeuble d'habitation, ou encore, une zone englobant plusieurs îlots dans une banlieue. Il y a un peu plus de 3 300 AD dans le Grand Vancouver. Les probabilités de trouver une différence dans le degré de diversité sont donc bien meilleures à cette échelle qu'à l'échelle des secteurs de recensement.

La méthodologie utilisée dans cette partie de l'analyse est simple. Chaque AD dans MTV a été classifiée en fonction de la typologie des quartiers utilisée à l'échelle des secteurs de recensement. Pour chaque région métropolitaine de recensement, on a extrait du recensement un grand tableau avec les AD comme lignes et la totalité ou presque des 250 groupes d'origine ethnique définis par Statistique Canada comme colonnes. À noter que, pour nos besoins, chaque cellule du tableau indique le nombre de membres de l'AD ayant déclaré être de cette origine ethnique en particulier ou d'une combinaison de cette origine avec d'autres (pour reprendre la terminologie de Statistique Canada, le tableau incluait à la fois les réponses uniques et multiples pour l'origine ethnique). On a procédé au comptage des cellules contenant une valeur autre que zéro pour chaque ligne du tableau afin d'obtenir le nombre de groupes ethnoculturels dans chaque AD. Si on prend Vancouver à titre d'exemple, la fourchette du nombre d'origines ethnoculturelles est assez large. En effet, sur les 3 300 AD dans la région métropolitaine, seulement une est monoculturelle, soit une AD particulièrement petite qui compte 105 Canadiens

d'origine chinoise, et personne d'autre. Il n'existe que deux autres AD comptant moins de 5 groupes ethnoculturels et, encore une fois, toutes deux sont peu peuplées. Le nombre moyen de groupes par AD est de 24 – un chiffre élevé si l'on considère que la population moyenne est de 627 personnes seulement – et l'AD la plus diversifiée contient des personnes de 61 origines ethnoculturelles.

Les données résultantes sont présentées au tableau 5. De façon générale, les deuxième et troisième types de quartiers accueillent, en moyenne, des populations affichant une diversité ethnoculturelle plus grande, mais pas de beaucoup. À Montréal, les enclaves de minorités mixtes (type IV) sont en fait les parties les plus diversifiées de la ville, ce qui est également vrai à Toronto. Tant à Montréal qu'à Toronto, les zones « blanches » sont celles qui sont le moins diversifiées culturellement, mais malgré tout, elles contiennent en moyenne près de 18 groupes à Montréal, et 24 à Toronto; autrement dit, on peut difficilement les qualifier de monoculturelles. À Vancouver, les enclaves (zones de types IV et V) sont moins diversifiées culturellement que les autres secteurs de recensement, mais encore une fois, elles contiennent en moyenne près de 18 groupes ethnoculturels par AD.

Le message livré par le tableau 5 est assez clair : toutes les parties de ces trois régions métropolitaines sont culturellement diversifiées (sur ce point, dans le cas de Toronto, voir Qadeer et coll., 2008). Il y a bien sûr de rares exceptions, comme la seule aire de diffusion (sur plus de 3 000) à Vancouver qui ne compte qu'un seul groupe, mais ces cas sont vraiment exceptionnels. Les enclaves, comme « Chinatown », « Punjabi Market », « Little Italy » et ainsi de suite, sont peut-être associées à des groupes culturels uniques dans l'imagination populaire, mais ce n'est absolument pas le cas dans la réalité (Qadeer et Kumar, 2006). On peut affirmer la même chose de ce que j'ai qualifié de quartiers « blancs »; eux aussi sont diversifiés sur le plan culturel, même si la majorité des groupes qui les composent sont d'origine européenne.

Enclaves et diversité religieuse

On constate également une importante diversité religieuse dans les enclaves. Malheureusement, comme il n'y avait aucune question sur l'identité religieuse dans le recensement de 2006, nous avons dû utiliser les données de 2001 pour examiner cette question. Le grand nombre de religions enregistrées dans le recensement a été réduit aux cinq grands groupes inclus dans le tableau 6 : les religions judéo-chrétiennes; les religions du Sud et de l'Est de l'Asie (bouddhiste, hindoue et sikh); l'islam; les autres religions (une petite catégorie); ainsi qu'aucune religion.

À Montréal, la ville comptant le plus faible ratio d'immigrants récents, une grande majorité de la population professe des croyances judéo-chrétiennes (87 p. 100). Cette proportion est beaucoup plus faible à Toronto, avec 69 p. 100, et encore plus faible à Vancouver, avec juste un peu plus de la moitié de la population. Les chiffres recueillis dans la catégorie « Aucune religion » présentent, essentiellement, l'image inversée de ceux qui ont été enregistrés pour les religions judéo-chrétiennes, s'étendant de 8 p. 100 à Montréal à 35 p. 100 à Vancouver. La proportion de ceux qui professent toute autre forme de croyance religieuse est la plus faible à Montréal, avec près de 5 p. 100, et entre 13 et 14 p. 100 à Toronto et à Vancouver. Le ratio relatif des religions asiatiques et de celles qui sont affiliées à l'islam reflète le profil des immigrants de ces trois villes (la catégorie des religions asiatiques est la plus importante à Vancouver, tout comme celle de l'islam l'est à Toronto).

La distribution des groupes d'appartenance religieuse entre les types de quartiers est, comme on peut s'y attendre, inégale. Dans les trois villes, les zones « blanches » accueillent une majorité écrasante de fidèles des religions judéo-chrétiennes ou de personnes se déclarant sans religion (dans les trois régions métropolitaines, ces catégories regroupent près de 96 p. 100 de la population des secteurs de recensement du type I). On constate une réduction constante du ratio de personnes professant des religions judéo-chrétiennes à mesure que l'on se déplace de la gauche à la droite du tableau, mais il y a des différences notables entre les régions métropolitaines. À Montréal, beaucoup plus que la moitié des résidents des enclaves (zones de type IV et V) sont soit juifs ou chrétiens. Les pourcentages

correspondants à Toronto et à Vancouver sont d'environ 45 et 33 p. 100. Encore une fois, ce modèle reflète le profil global des immigrants récents dans les trois régions métropolitaines.

Le point essentiel dans ces données est le degré élevé de diversité religieuse que l'on trouve dans les enclaves par rapport aux autres zones de la ville (voir Agrawal et Qadeer, 2008; et D'Addario et coll., 2008); autrement dit, la complexité ethnoculturelle de ces zones se reflète dans leur composition religieuse. Il convient également de prendre en considération l'impact que les lieux de culte locaux ont sur le bien-être de leurs fidèles, et la manière dont ils peuvent créer des passerelles entre les groupes ethnoculturels, même si ces questions dépassent la portée de la présente analyse (voir Ley, 2008).

Enclaves et paysages de la pauvreté

Nous avons déjà vu que les membres de groupes minoritaires visibles vivant dans des enclaves ont tendance à affronter de plus grandes difficultés économiques que ceux qui vivent dans des milieux résidentiels plus dispersés, et que ce rapport est plus clairement défini à Montréal qu'à Toronto et à Vancouver. Le tableau 7 fournit des précisions additionnelles sur cette question en classant la population de minorités visibles (âgée de 15 ans ou plus) de chacune des régions métropolitaines selon une simple présentation deux sur deux. Les colonnes font la distinction entre les secteurs de recensement où la pauvreté est grande, qui sont associés avec le double de la fréquence des unités à faible revenu par comparaison avec la moyenne d'un bout à l'autre de MTV – c'est-à-dire, 38 p. 100 ou plus –, et toutes les autres zones. Les lignes du tableau établissent la distinction entre les secteurs de recensement qui correspondent aux quartiers du quatrième ou du cinquième type (enclaves de minorités mixtes ou enclaves de groupes minoritaires) et les zones où les minorités visibles constituent moins de 70 p. 100 de la population. Nous pourrions conclure que les enclaves représentent un obstacle majeur pour les personnes si la totalité de la population de minorités visibles se trouvait dans les cellules du coin supérieur gauche ou du coin inférieur droit du tableau. Dans ce cas, les enclaves seraient des lieux de grande pauvreté, un contraste frappant par rapport aux zones plus dispersées où logerait la population de minorités visibles plus à l'aise.

À Montréal (tableau 7, partie a), un peu plus de 307 000 membres de groupes minoritaires visibles vivent dans des zones de la ville qui ne sont associées ni à la grande pauvreté ni à une enclave de minorités. Un autre groupe de 100 000 se trouvent dans des zones où les minorités visibles représentent moins de 70 p. 100 de la population, mais sont marginalisés sur le plan économique. Bon nombre de ces personnes sont éparpillées dans diverses parties de la région métropolitaine. Comme je l'ai déjà mentionné, seulement près de 4 p. 100 de la population de minorités visibles de Montréal vit dans des enclaves, mais pour ceux qui y vivent, toutes ces zones sont associées à une pauvreté extrême. Cela ne veut pas dire que toutes les zones de pauvreté extrême de Montréal comptent une proportion élevée de minorités visibles, comme l'illustre clairement la figure 1. La population à faible revenu de Montréal est très importante (de fait, elle est plus grande que la population à faible revenu des quatre provinces de l'Atlantique réunies). À Montréal, *beaucoup* de zones extrêmement pauvres sont « blanches ». Néanmoins, le coefficient de contingence pour la partie a du tableau 7 est élevé parce que la cellule du côté inférieur gauche est vide : il n'existe aucun secteur de recensement à enclave de minorités à Montréal qui ne soit également un lieu de marginalisation économique.

La population absolue de minorités visibles vivant dans les enclaves très pauvres est beaucoup plus forte à Toronto, avec 89 000 personnes comparativement à 16 000 à Montréal (tableau 7, partie b). Avec un pourcentage de 5,4 de la population totale de minorités visibles, il s'agit de la plus grande proportion qui s'inscrit dans la catégorie des enclaves pauvres parmi les trois régions métropolitaines. Toutefois, à Toronto, on constate également de beaucoup plus grands nombres de groupes minoritaires visibles classés dans les portions « hors diagonale » du tableau : environ 3 p. 100 sont inclus dans la cellule du coin supérieur droit et près du tiers celle du coin inférieur gauche. Autrement dit, un nombre important – approximativement 44 000 – de membres de groupes minoritaires visibles vivent dans des zones très pauvres qui ne sont pas des enclaves, et un nombre beaucoup plus élevé – bien au-dessus d'un demi-million – vivent dans des enclaves qui ne sont pas associées à des taux extrêmes de pauvreté. De fait,

près de 14 p. 100 de ceux qui vivent dans des enclaves se trouvent généralement dans des enclaves très pauvres, comparativement à 100 p. 100 à Montréal. Le coefficient de contingence pour cette partie du tableau corrobore la conclusion selon laquelle le rapport entre les enclaves et la pauvreté est moins direct à Toronto qu'à Montréal (0,177 contre 0,307).

Et ce rapport est encore moins clair à Vancouver, où la proportion de la population de minorités visibles située dans des enclaves ou zones très pauvres est inférieure à 3 p. 100. Trente pour cent de la population de minorités visibles de Vancouver est classée dans des cellules « hors diagonale » : environ 4 p. 100 dans la cellule du coin supérieur droit, et 26 p. 100 dans celle du coin inférieur gauche.

Pourquoi trouve-t-on un modèle aussi différencié dans toutes les régions métropolitaines incluses dans la présente analyse? Malheureusement, les données examinées ici sont insuffisantes pour répondre à cette question, mais j'avancerais que c'est le produit de l'interdépendance de quatre facteurs : le profil des immigrants dans chacune des villes qui, comme nous l'avons vu, est très particulier; la configuration du marché du travail et de l'économie générale dans chacune des villes, qui est aussi très particulière; le milieu institutionnel, qui inclurait des éléments tels que les programmes conçus pour égaliser les chances (dont certains se ressemblent beaucoup d'une ville à l'autre, tandis que d'autres pas du tout); et l'ampleur du racisme dans l'ensemble de la société, en particulier chez les employeurs et les propriétaires (d'après l'Enquête sur la diversité ethnique, ce facteur aussi varie entre les villes du Canada).

Zones critiques à MTV : Intersections des enclaves et de la pauvreté

Les figures 1 à 3 décrivent la géographie sociale des enclaves de minorités mixtes et des enclaves de groupes minoritaires, d'un côté, et les zones de pauvreté extrême, de l'autre³. La « zone orange » (pauvreté extrême) est particulièrement étendue à Montréal, et elle inclut des zones du centre-ville et quelques banlieues situées relativement près du cœur de la ville (avec quelques rares exceptions situées à grande distance). Le petit nombre d'enclaves ou zones très pauvres se situent dans la zone de banlieue moyenne et sont passablement regroupées.

La banlieusardisation poussée des nouveaux immigrants, et par conséquent de la population de minorités visibles, à Toronto est facile à voir sur la figure 2. On est à même de constater les circonstances économiques plus favorables à Toronto dans le nombre relativement petit de « zones orange » par comparaison avec Montréal. Même si cela dépasse largement les limites de ce projet, bon nombre de celles-ci se trouvent dans des zones de logement social. Quoi qu'il en soit, quelques rares zones où les enclaves et les zones très pauvres se chevauchent sont situées dans le cœur de la ville, mais la majorité se trouvent dans un anneau de banlieues qui sont associées à North York et à Scarborough (qui font toutes deux partie désormais de la ville fusionnée de Toronto; voir Murdie, 1994). La plus grande agglomération de ces secteurs de recensement se trouve dans la zone de Jane-Finch (ou Black Creek), mais le nombre qui se trouve à Scarborough est lui aussi digne de mention.

On trouve aussi un mélange de secteurs de recensement dans les secteurs de recensement centraux et de banlieue classés comme des enclaves à Vancouver, plus particulièrement dans la partie sud-est de la ville, et dans les municipalités de Richmond et de Surrey. Les « zones orange » se trouvent principalement dans les quartiers centraux et le long des grands axes de transport qui partent de cet endroit en direction du sud-est. À noter que la zone orange située dans la partie ouest de la carte est une anomalie et reflète le faible revenu des étudiants vivant dans les résidences de l'Université de la Colombie-Britannique! Le petit nombre de secteurs de recensement qui sont à la fois des zones de populations enclavées et d'extrême pauvreté se situent principalement dans les banlieues.

* * *

³ On trouvera en appendice la liste des enclaves dans les secteurs de recensement qui sont également des zones très pauvres.

Le profil ethnoculturel et socioéconomique des résidents issus des minorités visibles vivant dans des enclaves pauvres est présenté au tableau 8. La première paire de lignes du tableau indique la population de minorités visibles – âgée de 15 ans ou plus – dans chaque région métropolitaine et la proportion qui réside dans les secteurs de recensement qui sont classés à la fois comme enclaves (quartiers de type IV ou V) et comme des lieux d'extrême pauvreté (38 p. 100 ou plus en dessous du seuil de faible revenu). Les chiffres qui se trouvent dans les autres lignes sont des pourcentages pour un éventail de sous-populations, ce qui nous permet de voir quels membres de groupes minoritaires visibles sont les plus susceptibles de vivre dans ces zones très désavantagées de la ville.

Dans les trois villes, la propension à vivre dans une enclave pauvre est beaucoup plus forte chez les immigrants de la première génération, et chute abruptement pour les enfants de parents immigrants et les membres de la troisième génération ou plus de groupes minoritaires visibles. Comme on peut s'y attendre, au sein de la population d'immigrants de première génération, les individus arrivés récemment (entre 1996 et 2006) sont également ceux qui sont les plus susceptibles de vivre dans des enclaves pauvres. Il n'est donc pas surprenant que les personnes qui parlent une langue non officielle à la maison – qui sont majoritairement des immigrants récents – soient de manière disproportionnée installées dans des enclaves pauvres. En dépit des difficultés importantes suggérées par ces données, ce sont néanmoins des modèles encourageants qui s'accordent avec l'idée que la génération d'immigrants immédiats parvient à une certaine mobilité au fil du temps, ce qui lui permet de déménager dans des quartiers résidentiels plus favorables. Cette affirmation est également vraie, en général, pour les enfants d'immigrants, et pour leurs petits-enfants, même si une fraction de la population de minorités visibles née au Canada semble « coincée » dans ces zones de marginalisation.

Comme nous avons pu le constater au cours de cette analyse, l'âge ne semble pas être un facteur important dans la détermination des personnes qui vivent dans des enclaves de pauvreté. Étonnamment, le niveau d'instruction non plus, du moins dans ce cas. À Montréal et à Toronto, les personnes ayant obtenu un diplôme universitaire sont moins susceptibles de vivre dans une enclave pauvre que celles qui ont un diplôme d'études secondaires ou moins, mais la différence entre ces sous-groupes n'est pas particulièrement marquée, et le schéma à Vancouver va en fait dans le sens opposé. Autrement dit, le niveau d'instruction (au moins à Montréal et à Toronto) aide les personnes à éviter les zones très défavorisées, mais pas de manière constante.

Finalement, la composition de groupes minoritaires visibles particuliers dans les enclaves pauvres diffère considérablement parmi les trois régions métropolitaines. Toronto se distingue du fait qu'elle est la seule ville où les personnes d'origine noire sont plus susceptibles de vivre dans une enclave pauvre que les membres d'autres groupes (Murdie, 1994). Cette situation peut être le reflet du nombre important de réfugiés africains venus s'établir assez récemment à Toronto, mais les données dont nous disposons sont insuffisamment détaillées pour permettre de confirmer cette conjecture. C'est à Montréal que les Sud-Asiatiques semblent se heurter aux plus grandes difficultés économiques et, par conséquent, qu'ils sont le plus susceptibles de résider dans des enclaves pauvres. C'est également le cas à Toronto, mais pas à Vancouver. En effet, dans cette ville, le groupe d'origine chinoise est celui qui est le plus clairement associé aux enclaves pauvres – particulièrement compte tenu de sa taille par rapport aux deux autres groupes inclus dans cette étude.

À bien des égards, la dernière ligne du tableau est la plus intéressante, puisqu'elle montre qu'environ 90 p. 100 de la population de minorités visibles de Montréal ne vit *pas* dans une enclave pauvre, et que les chiffres correspondants pour Toronto et Vancouver sont respectivement de 90 et 95 p. 100. Autrement dit, les membres de groupes minoritaires visibles qui vivent dans la pauvreté ne sont généralement pas recensés dans les enclaves pauvres; la majorité vit dans d'autres milieux résidentiels.

Une perspective internationale sur les géographies sociales de MTV

Comme je l'ai déjà dit, la typologie des quartiers utilisée dans cette étude a été appliquée à un certain nombre de pays par Poulsen, Forrest, et Johnston, ainsi que par d'autres chercheurs. Les résultats d'une

dizaine de ces analyses sont présentés au tableau 9, qui peut être utilisé dans ses grandes lignes pour comprendre la géographie sociale des villes canadiennes par comparaison avec celle d'autres villes accueillant des immigrants dans le monde entier. Je dis « dans ses grandes lignes » parce que les chercheurs ont utilisé des unités géographiques différentes et des définitions légèrement différentes des types de quartiers. La meilleure comparaison est offerte par Johnston et coll. (2007), qui ont concerté leurs efforts pour utiliser des données et des regroupements spatiaux semblables dans les cinq pays inclus dans leur analyse (bien que même leurs travaux se heurtent à l'utilisation de différentes définitions nationales de l'identité ethnoculturelle)⁴. Malheureusement, les données tirées des recensements du milieu de la décennie ne sont pas disponibles depuis assez longtemps pour avoir permis la publication d'articles faisant usage des renseignements de 2006.

D'après Johnston et coll. (2007), les cinq pays qu'ils ont étudiés s'inscrivent dans trois grands groupes. En règle générale, les villes d'Australie et de Nouvelle-Zélande sont associées au degré le plus élevé de quartiers mixtes sur le plan ethnoculturel, comme l'indique le ratio élevé de la population vivant dans les quartiers du deuxième type dans ces pays. À l'autre extrémité du spectre, les villes américaines se distinguent comme étant les plus ségréguées en présentant, et de loin, la proportion la plus élevée de leur population dans la sixième catégorie, les ghettos. Fait étonnant, à Los Angeles, un résident sur cinq vit dans ce type de quartier, une situation qui est particulièrement courante chez les Latino-Américains.

Johnston et coll. font valoir que le Canada et le Royaume-Uni constituent des cas intermédiaires. J'ajouterais la Suède à cette liste, en me fondant sur les recherches effectuées par Brama (2008). Au Canada et au Royaume-Uni (d'après les données nationales de toutes les régions métropolitaines réunies), une proportion élevée de la population vit dans le premier type de quartier et dans des enclaves polarisées (des enclaves de groupes minoritaires) et les ghettos sont rares. Si cette conclusion est valide à l'échelle nationale de l'analyse, d'importantes nuances émergent lorsque l'on passe à l'échelle métropolitaine. Les paysages sociaux de Toronto et Vancouver sont très distincts par rapport au reste du pays, présentant un mélange ethnoculturel plus prononcé (zones de type II) de même qu'une plus forte propension aux enclaves de groupes minoritaires. C'est-à-dire que *tant* Toronto que Vancouver sont davantage mélangées sur le plan ethnoculturel *et* contiennent davantage de lieux spécifiques sur le plan ethnoculturel que les autres régions du Canada. Il s'agit d'une dynamique qui est généralement mal prise en compte ou comprise dans la littérature spécialisée.

Discussion et conclusion

Il n'y a pas de consensus sur la question des enclaves au Canada, qu'il s'agisse de la couverture médiatique, des documents de politique ou des bourses d'études. En effet, dans chacune de ces sphères, certains auteurs sont alarmés par ce qu'ils considèrent comme une convergence croissante des immigrants, des groupes minoritaires visibles et de la pauvreté dans les régions métropolitaines canadiennes. Un autre sujet d'inquiétude est ce que l'on perçoit comme l'isolement des enclaves par rapport à la société canadienne en général, qu'il s'agisse ou non par ailleurs de paysages de pauvreté. D'autres sont moins inquiets parce qu'ils croient que les enclaves sont des zones complexes sur le plan social qui facilitent l'intégration. L'analyse systématique du contenu de la représentation des enclaves dans les médias canadiens ne fait pas partie de la portée du présent rapport, mais il est clair que les journalistes et les chroniqueurs qui se sont penchés sur la question ont tendance à présenter l'une ou l'autre des visions suivantes en ce qui concerne les enclaves : soit il s'agit d'endroits qui montrent que le

⁴ Johnston et coll. utilisent les aires de diffusion dans leur classification des types de quartiers au Canada, une échelle spatiale beaucoup plus fine que celle des secteurs de recensement utilisée dans la présente analyse. Leur méthodologie est plus sensible aux micromodèles de concentration et elle reconnaît effectivement un petit nombre de ce qu'ils ont convenu d'appeler des « ghettos ». À noter, toutefois, qu'ils n'intègrent pas la marginalisation économique dans leur définition des ghettos, seulement le degré de concentration résidentielle.

multiculturalisme canadien conduit à la fragmentation de la culture et à l'émergence de « vies parallèles » (p. ex., Jiménez, 2007); soit il s'agit d'endroits qui permettent aux nouveaux arrivants de s'adapter à la société canadienne de la manière que j'ai décrite lorsque j'ai exposé les idées de l'école de Chicago (p. ex., Grewal, 2008; Saunders, 2009). J'amorce cette discussion en comparant certaines allégations clés des chercheurs qui considèrent les enclaves comme étant problématiques aux propos de ceux qui pensent le contraire, puis je fais le résumé de la présente analyse afin de voir en quoi elle contribue à cette conversation de plus grande envergure.

On décele trois grands courants de pensée dans les arguments avancés par les chercheurs canadiens qui sont très préoccupés au sujet des enclaves de minorités visibles. Premièrement, il y a l'idée que la nature de l'intégration des immigrants prend une forme nouvelle au Canada. Les immigrants de souche européenne sont capables de suivre la trajectoire familière de l'épanouissement et l'intégration qui est monnaie courante depuis de nombreuses décennies, atteignant une mobilité socioéconomique rapide et se dispersant dans les quartiers ordinaires. À l'inverse, et dans une large mesure à cause de l'exclusion raciste, les membres de groupes minoritaires visibles ont accès à des possibilités plus restreintes et se regroupent face à ces obstacles, créant des enclaves résilientes qui se situent à l'écart du courant dominant, et de plus en plus dans les banlieues. Fong et Gulia (2000), par exemple, font valoir que les membres de groupes minoritaires visibles vivent dans des quartiers plus difficiles que les Blancs, et que les Noirs canadiens font face aux pires formes d'exclusion à cet égard. Compte tenu de la distance sociale existant entre la société blanche dominante et les groupes minoritaires visibles, la ségrégation résidentielle risque de continuer, même si les immigrants des minorités visibles et leurs enfants parviennent à la mobilité économique (Balakrishnan et Hou, 1999; Balakrishnan et coll., 2005; Mendez, 2008)⁵.

Deuxièmement, reprenant des éléments du débat sur le sous-prolétariat aux États-Unis, certains auteurs pensent qu'il y a de plus en plus de preuves d'espaces marginalisés dans les villes canadiennes qui sont associés aux immigrants et aux groupes minoritaires visibles (pour prendre connaissance d'une analyse non universitaire de la pauvreté des immigrants à Toronto, voir United Way, 2004). Kazemipur et Halli (1997, 2000) ont présenté l'un des traitements les plus pessimistes de la question des enclaves, allant jusqu'à utiliser le terme « isolement extrême » pour véhiculer leur conviction que les quartiers habités par les immigrants et les groupes minoritaires visibles pauvres entraîneront la transmission transgénérationnelle de la pauvreté entre les immigrants de minorités visibles et leurs enfants.

Finalement, Smith et Ley ont ajouté une autre dimension à ce débat. Dans des travaux antérieurs, fondés sur le recensement de 1996 (Ley et Smith, 2000), ils ont constaté relativement peu de preuves de privation socioéconomique dans les zones des villes canadiennes où les immigrants de minorités visibles se regroupaient. Toutefois, après avoir fait l'analyse du recensement de 2001, et avoir rencontré des immigrants dans des groupes de discussion à Toronto et à Vancouver, ils ont révisé leur position (Smith et Ley, 2008). Ils ont constaté une certaine convergence entre les enclaves et la pauvreté durant la période de 1996 à 2001, c'est-à-dire que le nombre de quartiers où les résidents se heurtent à des obstacles multiples est en hausse, même si le phénomène n'a pas l'ampleur que l'on a pu constater aux États-Unis pour les Latino-Américains et les Noirs. Néanmoins, Smith et Ley exposent la stigmatisation sociale ressentie par les résidents de ces quartiers à Vancouver et, plus particulièrement, à Toronto, et ils font valoir qu'ils sont affligés d'un triple fardeau (ce sont des immigrants, membres de groupes minoritaires visibles, et ils sont associés aux yeux du grand public, ainsi qu'à ceux d'employeurs potentiels, à des quartiers dysfonctionnels). Les résidents sont restreints dans leur choix d'un lieu de résidence; ils logent dans ces endroits parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire autrement, et après ils en subissent les conséquences.

⁵ Fait à mentionner, Balakrishnan et coll. sont d'avis que cela pourrait être interprété comme une preuve de la réussite du multiculturalisme canadien; autrement dit, des groupes minoritaires parviennent à atteindre la mobilité économique, mais choisissent néanmoins de résider dans des endroits distincts.

Ce sont là de solides arguments qu'il est difficile d'ignorer, mais il existe également une autre interprétation des enclaves dans la littérature spécialisée. Premièrement, il est important de reconnaître que la concentration résidentielle ou la ségrégation s'effectuent pour des raisons différentes dans des contextes urbains différents (Bauder et Sharpe, 2002; Fong et Wilkes, 2003). Il s'ensuit que la nature socioéconomique des enclaves varie, et que certaines sont davantage associées aux désavantages que d'autres. Deuxièmement, dans certaines circonstances, les enclaves fournissent une « masse critique » de membres de la même ethnie qui comporte des avantages pour leurs résidents, en particulier pour les nouveaux arrivants à la recherche d'un emploi (Qadeer et Kumar, 2006). Troisièmement, dans certains cas, les enclaves résultent de la propension des groupes minoritaires (autant ceux qui ont des origines européennes que les minorités visibles) à faire l'achat d'une maison, et sont étroitement associées à des sous-marchés complexes dans le système immobilier (Myles et Hou, 2004; Haan, 2005). Finalement, Qadeer et Kumar contestent la croyance voulant que les enclaves soient des mondes sociaux « distincts » qui freinent l'interaction entre leurs résidents et la société en général : [TRADUCTION] « Les enclaves ne constituent pas un obstacle à l'inclusion sociale, mais même si elles l'étaient, il n'existe aucun instrument de politique dans une société démocratique axée sur l'économie de marché pour inciter les personnes à aller vivre ailleurs que dans les quartiers de leur choix » (2006, p. 15).

Avant de pousser notre réflexion sur ces thèmes de la recherche universitaire, les constatations de la présente analyse sont résumées selon les questions posées au début du rapport.

Comment la géographie résidentielle des groupes minoritaires visibles a-t-elle changé entre 1996 et 2006? Compte tenu du taux d'immigration relativement élevé et de la croissance de la population de minorités visibles de deuxième génération, est-ce que les enclaves sont en train de devenir plus répandues à MTV?

Au cours de cette période, la géographie résidentielle de Montréal n'a pas beaucoup changé, mais il y a eu beaucoup de changements à Toronto et Vancouver, à telle enseigne que nous commençons à voir émerger ce que j'appellerais un nouvel *ordre résidentiel* dans ces zones métropolitaines. L'un des éléments de base de ce nouvel ordre est la croissance des enclaves de minorités mixtes et, plus particulièrement, des enclaves de groupes minoritaires. Actuellement, bien plus du quart de la population de minorités visibles de Toronto et de Vancouver réside dans ces environnements. Mais l'autre élément est la dispersion, toutes les parties de la ville (incluant les enclaves) étant en train de se diversifier énormément. Pour le moment, nous ne disposons d'aucun modèle urbain adéquat susceptible de nous aider à comprendre les processus simultanés apparemment contradictoires de concentration et de dispersion.

Quel est le profil socioéconomique des enclaves de minorités visibles? Qui y habite? Qui n'y habite pas? Existe-t-il des différences systématiques entre ces deux sous-populations?

Dans les trois régions métropolitaines, les immigrants récents sont davantage susceptibles de vivre dans des enclaves, de même que les personnes qui sont déterminées à préserver leur culture (celles qui parlent une langue non officielle à la maison). En règle générale, les enclaves sont associées à un niveau de chômage plus élevé que dans le reste de la ville, et leurs résidents sont légèrement plus dépendants envers les transferts gouvernementaux à titre de source de revenu; la fréquence des unités à faible revenu est également plus élevée dans les enclaves. Toutefois, il y a d'importantes nuances à apporter à cette liste plutôt négative de traits caractéristiques. En réalité, le niveau d'instruction (diplômes universitaires) est sensiblement le même dans les enclaves que dans les autres quartiers, tout comme la proportion de résidents en mesure d'acheter une maison. Autrement dit, il existe quelques différences systématiques entre les résidents des enclaves et ceux des autres zones de la ville, mais elles ne sont pas uniformes et, dans bien des cas, les différences sont assez minimes.

Les enclaves sont-elles homogènes ou hétérogènes sur le plan ethnoculturel? Autrement dit, sont-elles caractérisées par un certain nombre d'immigrants ou de groupes minoritaires visibles, ou sont-elles

dominées par des groupes uniques?

La méthodologie utilisée dans cette étude classe les zones dans la catégorie des enclaves de minorités mixtes lorsqu'au moins 70 p. 100 de la population appartient à un groupe minoritaire visible, et dans celle des enclaves de groupes minoritaires lorsque cette condition est remplie et qu'en plus, on constate la dominance marquée d'un groupe ethnoculturel distinct. Par conséquent, nous pourrions nous attendre à une diversité relativement faible dans ces zones, et plus particulièrement dans le dernier type de quartier. Néanmoins, les enclaves se caractérisent par une profonde diversité ethnoculturelle, tout particulièrement à Toronto. La présente étude démontre plutôt que les enclaves ne sont pas des paysages monoculturels, sauf quelques exceptions (voir Leloup, 2008).

Comment les enclaves se recoupent-elles avec la diversité religieuse? Comme pour le point précédent, sont-elles caractérisées par des populations affichant un éventail d'appartenances religieuses, ou sont-elles plutôt monolithiques à cet égard?

Moins de la moitié des résidents des enclaves se réclament des religions judéo-chrétiennes; ils se distinguent donc par rapport à l'ensemble de la société canadienne. Néanmoins, les enclaves sont très diversifiées du point de vue de l'appartenance religieuse de leurs résidents.

Quel rapport existe-t-il entre les enclaves et la pauvreté? Les enclaves sont-elles des lieux de marginalisation socioéconomique et de privation?

À Montréal, les enclaves s'insèrent dans un paysage beaucoup plus vaste de marginalisation, qui touche autant la population blanche dominante que les groupes minoritaires visibles. La totalité des secteurs de recensement définis comme des enclaves à Montréal sont des lieux d'extrême pauvreté. Sur le plan positif, relativement peu de membres des groupes minoritaires visibles vivent dans des enclaves à Montréal, et la majorité d'entre eux résident dans des zones dominées par les Blancs. Mais, sur le plan négatif, ceux qui vivent effectivement dans ces quartiers doivent affronter d'importants défis sur le plan socioéconomique. Comme je l'ai déjà mentionné, compte tenu de l'opinion voulant qu'enclave égale désavantage, il est ironique de constater que cela se vérifie seulement à Montréal, la région métropolitaine comptant la plus faible population de minorités visibles et le moins grand nombre de ces minorités visibles vivant dans des enclaves. Le profil socioéconomique des enclaves de Toronto et de Vancouver est beaucoup plus complexe. On trouve certainement des endroits dans ces deux villes qui sont associés à la fois à des populations de minorités visibles et à l'extrême pauvreté. Par ailleurs, dans les deux villes, un nombre beaucoup plus important de membres pauvres de groupes minoritaires visibles vivent à l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur des enclaves. De fait, à Vancouver, la propension à être pauvres des membres des minorités visibles résidant dans ces enclaves est seulement légèrement supérieure à celle de la population de minorités visibles vivant dans l'ensemble de la région métropolitaine.

Où se situent les zones critiques, c'est-à-dire celles où l'on constate un chevauchement entre l'isolement social (très forte concentration ethnoculturelle) et la marginalisation socioéconomique (taux de pauvreté très élevés)?

Ces zones sont décrites aux figures 1 à 3. Elles ont tendance à se situer dans les quartiers intermédiaires et ne sont pas regroupées.

Quel est le profil de ces zones critiques? Qui habite dans ces zones?

Les minorités visibles qui résident dans ces zones ont tendance à être des immigrants de première génération dont l'arrivée au Canada est relativement récente. À la maison, ces immigrants ont tendance à parler une langue non officielle. À Montréal, les Canadiens d'origine sud-asiatique sont les plus susceptibles de se trouver dans ces endroits; c'est aussi le cas pour les Canadiens noirs à Toronto, et les Canadiens d'origine chinoise à Vancouver. Ces modèles propres à certains lieux

montrent qu'un seul groupe minoritaire visible ne peut pas prétendre à la plus forte exclusion socioéconomique partout au Canada.

* * *

Comment se situe alors la présente étude dans la documentation sur les enclaves dont il a été question auparavant, et plus particulièrement, par rapport à la tendance à voir les enclaves selon deux angles polarisés, c'est-à-dire *soit* comme des lieux problématiques pour leurs résidents *soit* comme des lieux jouant un rôle essentiel pour eux? À mon avis, la présente analyse des données du recensement de 2006 tend à soutenir en partie les deux perspectives.

Nous savons grâce à toute une série d'études qu'il existe un écart entre le bien-être économique des immigrants et des membres de groupes minoritaires visibles d'un côté, et celui des Blancs et des personnes nées au Canada de l'autre. Il ne s'agit pas simplement de différences socioéconomiques abstraites : cet écart est présent dans l'expérience vécue tous les jours dans les milieux résidentiels. Étant donné que les membres de groupes minoritaires visibles gagnent des revenus inférieurs à ceux des Blancs, toutes choses étant égales par ailleurs, chaque fois que l'on trouve une concentration de ces groupes dans un quartier résidentiel, on peut s'attendre à ce que ce quartier ait un statut socioéconomique inférieur à celui de la ville dans son ensemble. Ce n'est pas la « faute » des personnes visées, mais plutôt le résultat inévitable du rapport entre la dynamique du marché du travail et celle du marché de l'habitation au Canada. Les différences socioéconomiques *deviennent* des différences sociospatiales.

Les enclaves voient donc le jour pour un éventail de raisons : dans certains cas, elles émergent dans les zones de la ville où le prix des logements est le plus bas; elles représentent un endroit où les groupes marginalisés peuvent se constituer des institutions collectives destinées à favoriser une meilleure qualité de vie – incluant des lieux de culte, des zones commerciales et les emplois qui y sont associés et des possibilités sur le plan de l'entrepreneuriat, ainsi qu'un sentiment général d'appartenance –; et elles sont des endroits où les identités de groupe prospèrent et exercent, par conséquent, un pouvoir d'attraction sur les individus qui accordent de la valeur à leur identité culturelle et qui souhaitent la conserver. Cette liste de facteurs déterminants inclut des éléments de contrainte *et* des éléments de choix. Dans chaque enclave réelle, le mélange de ces facteurs sera différent.

À Montréal, de façon générale, le premier facteur semble prédominer dans le développement des enclaves, avec les conséquences qui en découlent. À Vancouver, les deux premiers facteurs sont évidents dans une certaine mesure, mais le troisième semble être le plus important : seulement quelques secteurs de recensement enclavés y sont associés à la marginalisation extrême et à la stigmatisation décrites dans la littérature spécialisée. Toronto, la destination de loin la plus importante des nouveaux immigrants et la région métropolitaine comptant la plus grande population de minorités visibles, se situe entre Montréal et Vancouver sur ce plan. En effet, à Toronto, nous constatons le mélange le plus complexe des facteurs de « contrainte » et de « choix » dans l'émergence des enclaves, et il faut se méfier de toute tentative d'établir des généralisations au sujet de ces endroits de la ville en leur attribuant des particularités singulières.

Qu'est-ce que cela signifie pour les politiques et le discours publics? Premièrement, il faut cesser de se demander simplement si les enclaves sont une bonne ou une mauvaise chose pour leurs résidents, et si ces endroits représentent la réussite ou l'échec de la politique de multiculturalisme. S'il existe divers *genres* d'enclaves, il devient facile de répondre à ces questions. Deuxièmement, les pouvoirs publics devraient aborder dans leur action les contraintes qui incitent les immigrants et les membres de groupes minoritaires visibles à graviter vers des enclaves marginalisées (p. ex., promouvoir l'équité sur le marché du travail, mettre en place des mesures de sécurité du revenu adéquates pour les Canadiens pauvres, sans égard à leur origine ethnoculturelle, et assurer l'offre de logements sociaux), tout en évitant de considérer d'un mauvais œil les enclaves en général, étant donné que la majorité n'est pas associée à la marginalisation socioéconomique ou à l'isolement culturel. Troisièmement, je suis d'avis que l'argument

avancé par Musterd (2003) dans le contexte européen est pertinent : après avoir pondéré les éléments de preuve, il a constaté que la dispersion des résidents marginalisés à l'extérieur des quartiers ségrégués par suite de l'intervention du gouvernement n'avait pas nécessairement contribué à accroître leurs possibilités ou leur niveau de vie. Bref, les enclaves pauvres, là où elles existent, sont le symptôme de problèmes beaucoup plus profonds, et non une maladie en soi. On ne peut guérir cette maladie en traitant uniquement le symptôme.

Tableau 1 : Profil statistique du Canada et de MTV, 2006

	Canada	Montréal	Toronto	Vancouver
Total de la population	31 612 897	3 635 571	5 113 149	2 116 581
Nbre total de logements privés	12 437 470	1 525 740	1 801 255	817 230
Logements possédés (%)	68,4	53,4	67,6	65,1
Taille moyenne du ménage	2,5	2,3	2,8	2,6
Revenu médian du ménage (\$)	53 634	47 979	64 128	55 231
Langue non officielle à la maison (%)	11,1	12,3	26,9	26,1
Statut d'immigrant et période (%)				
Non-immigrants	79,3	78,2	52,8	58,5
Immigrants	19,8	20,6	45,7	39,6
Avant 1991	10,9	10,7	22,7	18,5
1991 à 2000	5,3	5,3	14,2	13,9
2001 à 2006	3,6	4,6	8,8	7,2
Groupe de population (%)				
Total de la population de minorités visibles	16,2	16,5	42,9	41,7
Chinois	3,9	2,0	9,6	18,2
Sud-Asiatique	4,0	2,0	13,5	9,9
Noir	2,5	4,7	6,9	1,0
Philippin	1,3	0,7	3,4	3,8
Latino-Américain	1,0	2,1	2,0	1,1
Asiatique du Sud-Est	0,8	1,3	1,4	1,6
Arabe	0,9	2,8	1,1	0,4
Asiatique occidentale	0,5	0,4	1,5	1,3
Coréen	0,5	0,1	1,1	2,1
Japonais	0,3	0,1	0,4	1,2
Minorité visible; n.i.a.	0,2	0,1	0,9	0,1
Minorités visibles multiples	0,4	0,3	1,2	1,1
Pas une minorité visible	83,8	83,5	57,1	58,3
Plus haut certificat, diplôme ou grade (%)				
Aucun certificat, diplôme ou grade	23,8	22,0	19,7	17,3
Diplôme d'études secondaires, ou l'équivalent	25,5	22,4	25,5	27,0
Certificat, diplôme ou grade postsecondaire	32,6	34,6	28,0	31,0
Diplôme universitaire	18,1	21,0	26,7	24,6
Taux d'activité	66,8	66,5	68,3	66,8
Taux d'emploi	62,4	61,9	63,7	63,0
Taux de chômage	6,6	6,9	6,7	5,6
Revenu médian (\$) (15 ans +)	25 615	25 161	26 754	25 032
Composition du revenu (%)				
Gains	76,2	74,8	80,5	78,0
Transferts gouvernementaux	11,1	12,2	8,1	8,8
Autre	12,7	13,0	11,4	13,2
Fréquence des unités à faible revenu (%)	15,3	21,1	18,4	20,8

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006, Profils des communautés

Tableau 2 : Distribution des Blancs et des minorités visibles selon le type de quartier, MTV, 1996-2006

	Blancs			Minorités visibles		
	1996	2001	2006	1996	2001	2006
Partie a : Montréal						
I Zones « blanches »	82,3	82,4	75,3	42,1	39,4	33,3
II Mixtes, où les Blancs dominant	16,7	15,8	22,3	47,7	42,6	47,9
III Mixtes, où les min. visibles dominant	0,8	1,7	2,1	7,6	13,7	14,5
IV Mixtes de minorités	0,1	0,2	0,2	2,9	3,6	3,1
V Enclave de minorités	0,0	0,0	0,1	0,3	0,4	0,8
Minorités visibles (%)				12,2	13,6	16,5
Partie b : Toronto						
I Zones « blanches »	44,7	42,8	37,7	9,8	8,3	6,0
II Mixtes, où les Blancs dominant	44,8	41,9	41,9	47,2	36,4	28,7
III Mixtes, où les min. visibles dominant	7,2	11,8	13,7	23,4	30,1	27,4
IV Mixtes de minorités	1,3	1,7	2,2	9,3	11,7	11,1
V Enclave de minorités	0,9	2,0	4,4	7,8	13,5	26,2
Minorités visibles (%)				31,6	36,8	42,9
Partie c : Vancouver						
I Zones « blanches »	46,8	41,7	35,1	12,6	9,1	6,9
II Mixtes, où les Blancs dominant	41,1	42,1	41,3	44,3	35,6	28,4
III Mixtes, où les min. visibles dominant	9,2	13,1	18,4	30,7	31,6	36,6
IV Mixtes de minorités	1,0	0,5	0,4	6,5	3,7	2,7
V Enclave de minorités	1,1	3,6	4,8	6,5	18,9	25,5
Minorités visibles (%)				31,1	36,9	41,7

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006, Profils des secteurs de recensement (total de la population)

Tableau 3a : Caractéristiques des résidents, selon le type de quartier, Montréal, 2006

	Types de quartiers					Total
	I	II	III	IV	V	
Population, 2006 – 100 % des données	2 484 293	963 553	150 281	23 535	6 639	3 628 301
%	68,5	26,6	4,1	0,6	0,2	100,0
Nbre de secteurs de recensement	584	235	34	5	2	860
Total de logements privés	1 034 490	415 435	60 450	9 065	2 215	1 521 655
Logements possédés (%)	60,4	41,6	23,2	10,0	13,1	53,5
Taille moyenne du ménage	2,4	2,3	2,5	2,6	2,7	2,3
Revenu médian du ménage (\$)	58 373	44 686	32 356	26 704	30 702	53 405
Langues non officielles à la maison (%)	5,9	22,4	42,3	46,2	42,4	12,1
Statut d'immigrant et période (%)						
Non-immigrants	85,9	62,2	40,1	32,1	34,8	77,2
Immigrants	12,3	34,6	54,3	62,7	53,9	20,3
Avant 1991	7,1	17,6	21,8	18,4	18,9	10,6
1991 à 2000	2,8	9,0	17,3	21,7	19,8	5,2
2001 à 2006	2,4	7,9	15,2	22,5	15,1	4,5
Groupe de population (%)						
Total de la population de min. visibles	7,9	29,3	56,9	78,0	70,3	16,2
Chinois	0,9	3,9	5,4	9,1	5,2	2,0
Sud-Asiatique	0,5	3,2	13,7	18,2	14,2	1,9
Noir	2,4	8,5	14,6	15,6	15,5	4,6
Philippin	0,2	1,0	3,4	10,7	21,4	0,6
Latino-Américain	1,2	3,6	5,1	5,6	5,0	2,1
Asiatique du Sud-Est	0,7	1,9	4,0	8,9	4,9	1,2
Arabe	1,3	5,2	8,3	7,9	1,7	2,7
Asiatique occidentale	0,2	0,8	1,1	0,5	1,4	0,4
Coréen	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1
Japonais	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Minorité visible, n.i.a.	0,0	0,2	0,2	0,4	0,4	0,1
Minorités visibles multiples	0,2	0,5	0,8	0,9	0,8	0,3
Pas une minorité visible	90,8	69,3	42,0	21,4	22,7	82,5
Plus haut certificat, diplôme ou grade (%)						
Aucun certificat, diplôme, etc.	21,6	22,1	28,6	27,3	19,3	22,0
Diplôme d'études secondaires	22,5	22,1	22,8	22,4	27,3	22,4
Certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires	30,4	26,2	22,5	21,0	20,5	28,9
Diplôme universitaire	25,4	29,6	26,0	29,1	32,4	26,6
Taux d'activité	68,5	63,4	58,6	58,0	57,8	66,7
Taux d'emploi	64,7	57,7	50,2	48,4	49,5	62,1
Taux de chômage	5,7	9,2	14,4	16,8	15,6	7,1
Revenu médian \$ (15 ans +)	28 753	22 483	16 294	13 935	14 450	26 450
Composition du revenu (%)						
Gains d'emploi	77,7	72,9	66,7	63,9	63,7	75,9
Transferts gouvernementaux	11,1	15,4	24,4	29,4	29,3	13,0
Autre	11,2	11,8	8,8	6,8	7,0	11,2
Fréquence des unités à faible revenu (%)	18,6	30,4	45,2	58,8	61,8	23,2

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006, Profils des secteurs de recensement (total de la population)

Tableau 3b : Caractéristiques des résidents, selon le type de quartier, Toronto, 2006

	Types de quartiers					
	I	II	III	IV	V	Total
Population, 2006 – 100 % des données	1 231 778	1 853 519	1 003 231	306 054	710 907	5 105 489
%	24,1	36,3	19,7	6,0	13,9	100,0
Nbre de secteurs de recensement	279	361	185	52	118	995
Total de logements privés	459 945	692 165	338 710	96 350	210 195	1 797 365
Logements possédés (%)	74,6	65,7	64,5	57,0	69,0	67,6
Taille moyenne du ménage	2,6	2,6	2,9	3,2	3,4	2,8
Revenu médian du ménage (\$)	83 633	69 399	63 333	56 514	61 119	69 716
Langues non officielles à la maison (%)	9,5	23,6	33,7	40,8	48,3	26,7
Statut d'immigrant et période (%)						
Non-immigrants	73,0	54,7	42,1	35,1	32,2	52,3
Immigrants	25,2	42,9	55,2	62,7	65,4	45,4
Avant 1991	18,0	23,3	25,0	24,4	24,1	22,5
1991 à 2000	4,5	12,0	18,5	23,4	25,9	14,1
2001 à 2006	2,7	7,6	11,7	14,8	15,4	8,7
Groupe de population (%)						
Total de la population de min. visibles	10,5	33,7	59,4	78,7	81,5	42,5
Chinois	2,1	6,3	12,5	16,9	23,5	9,5
Sud-Asiatique	2,1	8,3	18,7	26,9	33,0	13,4
Noir	1,7	6,2	9,8	15,5	9,8	6,9
Philippin	1,0	3,4	5,0	6,2	3,8	3,4
Latino-Américain	0,8	2,3	2,7	2,3	1,5	1,9
Asiatique du Sud-Est	0,5	1,2	2,2	2,5	1,7	1,4
Arabe	0,3	1,0	1,8	1,4	1,3	1,0
Asiatique occidental	0,4	1,5	2,0	2,1	2,2	1,5
Coréen	0,6	1,3	1,4	0,6	1,1	1,1
Japonais	0,4	0,5	0,4	0,3	0,2	0,4
Minorité visible, n.i.a.	0,2	0,7	1,3	2,0	1,6	0,9
Minorités visibles multiples	0,4	1,1	1,6	2,1	1,7	1,2
Pas une minorité visible	88,5	65,5	39,7	21,0	17,9	56,7
Plus haut certificat, diplôme ou grade (%)						
Aucun certificat, diplôme, etc.	17,5	19,2	21,0	22,4	22,1	19,7
Diplôme d'études secondaires	25,3	24,6	25,9	27,3	26,8	25,5
Certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires	23,9	23,0	21,8	21,4	18,8	22,3
Diplôme universitaire	33,2	33,1	31,2	28,7	32,2	32,3
Taux d'activité	70,2	69,5	66,9	66,3	65,7	68,4
Taux d'emploi	66,6	65,1	61,9	60,3	60,2	63,9
Taux de chômage	5,0	6,4	7,7	9,1	8,5	6,8
Revenu médian \$ (15 ans +)	35 060	29 259	24 609	21 557	20 769	28 101
Composition du revenu (%)						
Gains d'emploi	82,1	82,0	81,2	80,1	81,6	81,7
Transferts gouvernementaux	6,0	8,7	10,9	13,5	11,9	9,2
Autre	11,8	9,3	7,9	6,4	6,6	9,1
Fréquence des unités à faible revenu (%)	9,9	17,8	23,2	29,7	26,4	18,9

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006, Profils des secteurs de recensement (total de la population)

Tableau 3c : Caractéristiques des résidents, selon le type de quartier, Vancouver, 2006

	Types de quartiers					Total
	I	II	III	IV	V	
Population, 2006 – 100 % des données	491 140	759 988	551 292	28 596	285 560	2 116 576
%	23,2	35,9	26,1	1,3	13,5	100,0
Nbre de secteurs de recensement	100	149	103	5	52	409
Total de logements privés	194 800	322 960	197 090	8 805	93 355	817 010
Logements possédés (%)	75,0	59,3	64,6	63,9	65,2	65,2
Taille moyenne du ménage	2,5	2,3	2,8	3,2	3,0	2,6
Revenu médian du ménage (\$)	67 410	57 302	53 636	51 871	49 196	57 526
Langues non officielles à la maison (%)	6,7	19,3	36,9	50,6	52,6	25,9
Statut d'immigrant et période (%)						
Non-immigrants	77,0	61,9	47,8	37,8	36,1	57,9
Immigrants	21,1	34,5	49,3	60,4	61,4	39,3
Avant 1991	13,8	16,5	21,0	27,8	24,8	18,3
1991 à 2000	4,6	11,6	18,6	22,3	24,8	13,7
2001 à 2006	2,6	6,4	9,7	10,4	11,7	7,2
Groupe de population (%)						
Total de la population de min. visibles	12,3	32,7	58,2	82,0	78,0	41,3
Chinois	3,6	12,4	26,6	30,3	40,0	18,0
Sud-Asiatique	2,6	5,8	14,3	29,4	22,2	9,8
Noir	0,6	1,1	1,2	0,8	0,8	1,0
Philippin	1,0	3,2	5,3	12,0	5,9	3,7
Latino-Américain	0,6	1,2	1,2	1,5	1,1	1,1
Asiatique du Sud-Est	0,6	1,0	2,3	4,9	3,1	1,6
Arabe	0,1	0,4	0,5	0,1	0,4	0,3
Asiatique occidentale	0,6	2,2	1,2	0,3	0,6	1,3
Coréen	1,3	2,6	2,7	0,4	1,1	2,1
Japonais	0,8	1,6	1,1	0,6	0,8	1,2
Minorité visible, n.i.a.	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Minorités visibles multiples	0,4	0,9	1,4	1,4	1,6	1,0
Pas une minorité visible	86,9	66,3	41,0	17,7	21,3	57,8
Plus haut certificat, diplôme ou grade (%)						
Aucun certificat, diplôme, etc.,	15,7	14,2	19,1	27,7	23,8	17,3
Diplôme d'études secondaires	28,0	25,8	27,1	28,6	28,1	27,0
Certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires	28,8	25,5	22,9	17,8	19,2	24,6
Diplôme universitaire	27,4	34,4	30,7	25,7	28,7	30,9
Taux d'activité	68,3	68,7	65,5	64,4	61,9	66,8
Taux d'emploi	65,5	65,0	61,3	60,2	57,7	63,1
Taux de chômage	4,2	5,5	6,4	6,6	6,7	5,6
Revenu médian \$ (15 ans +)	31 488	28 195	22 096	18 970	18 590	25 950
Composition du revenu (%)						
Gains d'emploi	80,4	81,3	79,5	77,5	77,8	80,1
Transferts gouvernementaux	7,3	7,7	10,2	14,2	12,5	9,0
Autre	12,2	11,0	10,3	8,3	9,6	10,9
Fréquence des unités à faible revenu (%)	9,8	17,2	19,4	19,0	22,3	16,8

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006, Profils des secteurs de recensement (total de la population)

Tableau 4 : Caractéristiques des résidents de minorités visibles, âgés de 15 ans ou plus, selon le type de quartier, 2006

	Type de quartier					
	I	II	III	IV	V	Total
Partie a : Montréal						
Population (%)	32,5	49,6	14,0	3,0	0,8	
Âge						
15-29	29,7	30,8	31,5	28,6	29,4	30,5
30-44	35,9	34,3	35,8	37,8	35,5	35,1
45 et plus	34,4	34,9	32,7	33,6	35,2	34,4
Langue parlée à la maison						
Non officielle	35,6	46,5	55,4	56,9	50,4	44,5
Certificat, diplôme ou grade						
Secondaire	39,3	43,3	53,1	51,0	52,6	43,7
Postsecondaire	25,2	24,6	21,3	20,9	19,2	24,2
Universitaire	35,5	32,1	25,5	28,1	28,3	32,1
2 ^e génération	26,9	23,7	18,0	14,7	11,2	24,1
Revenu						
<SFR	28,6	37,1	48,9	51,6	51,8	36,5
Partie b : Toronto						
Population (%)	5,9	28,9	27,5	10,9	26,8	
Âge						
15-29	26,0	28,3	29,0	29,0	28,2	28,4
30-44	34,0	33,5	32,7	33,4	32,5	33,1
45 et plus	40,0	38,2	38,3	37,6	39,2	38,5
Langue parlée à la maison						
Non officielle	31,5	41,6	48,3	50,3	58,9	48,4
Certificat, diplôme ou grade						
Secondaire	36,2	40,8	44,5	49,2	48,6	44,6
Postsecondaire	20,6	20,4	19,0	19,8	17,2	19,1
Universitaire	43,2	38,8	36,5	31,0	34,2	36,3
2 ^e génération	38,4	32,6	27,8	22,1	26,4	29,6
Revenu						
<SFR	17,3	22,4	24,5	26,4	24,7	23,7
Partie c : Vancouver						
Population (%)	6,6	27,8	37,0	2,7	25,9	
Âge						
15-29	28,9	27,8	27,7	26,7	27,6	27,8
30-44	30,2	30,9	30,1	30,1	28,8	30,0
45 et plus	40,9	41,3	42,2	43,1	43,6	42,3
Langue parlée à la maison						
Non officielle	40,9	51,9	61,5	64,9	68,7	59,4
Certificat, diplôme ou grade						
Secondaire	39,9	39,3	46,4	57,8	53,3	46,1
Postsecondaire	19,7	19,0	18,2	16,5	16,2	18,0
Universitaire	40,4	41,6	35,4	25,8	30,6	36,0
2 ^e génération	30,6	34,5	29,1	24,4	26,3	30,0
Revenu						
<SFR	21,3	27,3	27,3	22,9	28,2	27,0

Source : Recensement de 2006, Statistique Canada, établi à partir des produits de données personnalisés du ministère du Patrimoine canadien

**Tableau 5 : Nombre moyen de groupes d'origine ethnique
dans chaque type de quartier, MTV, 2006**

	I	II	III	IV	V	Total
Montréal	17,7	21,8	24,0	26,7	22,0	20,0
Toronto	23,6	25,8	26,7	28,4	23,7	25,3
Vancouver	24,8	27,0	24,3	18,5	17,4	24,1

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006, Profils des
aires de diffusion

Tableau 6 : Types de quartiers, selon l'appartenance religieuse, MTV, 2001 (%)

	I	II	III	IV	V	Total
Partie a : Montréal						
Judéo-chrétienne	90,8	79,3	62,1	55,1	57,4	87,4
Sud/Est-Asiatique	0,9	4,2	14,7	21,5	6,6	2,1
Islam	1,4	7,1	13,5	13,9	16,0	3,0
Autre	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
Aucune religion	6,9	9,4	9,6	9,3	20,0	7,5
Partie b : Toronto						
Judéo-chrétienne	80,1	72,6	59,1	46,5	44,9	69,2
Sud/Est-Asiatique	1,7	6,5	14,4	22,0	21,0	8,3
Islam	1,3	5,0	9,4	13,6	11,1	5,6
Autre	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Aucune religion	16,7	15,7	16,9	17,8	22,9	16,8
Partie c : Vancouver						
Judéo-chrétienne	61,0	53,3	44,0	32,3	32,9	51,4
Sud/Est-Asiatique	2,5	8,9	15,2	34,7	27,2	10,4
Islam	1,2	3,4	3,4	3,8	3,0	2,7
Autre	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
Aucune religion	35,0	34,0	37,1	29,1	36,6	35,1

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, Profils des secteurs de recensement

Tableau 7 : Enclaves, selon la fréquence des unités à faible revenu, population de minorités visibles, 2006, MTV

Partie a : Montréal		<SFR					
		Moins du double			Élevée		
		Ligne	Total		Ligne	Total	
	Nombre	%	%	Nombre	%	%	Total
Autres quartiers	307 380	75,4	72,6	100 040	24,6	23,6	407 420
Enclaves	0	0,0	0,0	16 065	100,0	3,8	16 065
Total	307 380		72,6	116 105		27,4	423 485
Coefficient de contingence	0,307						
Partie b : Toronto		<SFR					
		Moins du double			Élevée		
		Ligne	Total		Ligne	Total	
	Nombre	%	%	Nombre	%	%	Total
Autres quartiers	975 800	95,7	59,7	43 545	4,3	2,7	1 019 345
Enclaves	527 250	85,6	32,2	88 790	14,4	5,4	616 040
Total	1 503 050		91,9	132 335		8,1	1 635 385
Coefficient de contingence	0,177						
Partie c : Vancouver		<SFR					
		Moins du double			Élevée		
		Ligne	Total		Ligne	Total	
	Nombre	%	%	Nombre	%	%	Total
Autres quartiers	459 080	94,8	67,6	25 330	5,2	3,7	484 410
Enclaves	177 175	91,0	26,1	17 560	9,0	2,6	194 735
Total	636 255		93,7	42 890		6,3	679 145
Coefficient de contingence	0,07						

Source : Recensement de 2006, Statistique Canada, établi à partir des produits de données personnalisés du ministère du Patrimoine canadien

Tableau 8 : Profil des enclaves ou zones très pauvres, MTV, 2006

	Montréal	Toronto	Vancouver
Total	422 495	1 635 610	679 010
(%)	3,8	5,4	2,6
Génération d'immigrant			
Première	4,1	5,8	2,9
Deuxième	2,4	3,4	1,0
Troisième	1,5	4,1	0,8
Période d'immigration			
1996-2006	5,0	7,4	4,1
Avant 1996	3,4	4,6	2,2
Groupe de minorité visible			
Noir	2,7	7,5	0,9
Chinois	3,5	3,8	4,6
Sud-Asiatique	7,0	6,5	0,5
Âge			
15-29	3,6	5,7	2,2
30-44	4,0	5,9	2,8
45 ou plus	3,7	4,9	2,7
Certificat, diplôme ou grade			
Secondaire et moins	4,5	6,4	2,3
Postsecondaire	3,2	5,1	2,3
Universitaire	3,3	4,4	3,1
Langue non officielle à la maison	4,7	6,3	3,4
<SFR	5,4	10,5	4,9

Source : Recensement de 2006, Statistique Canada, établi à partir des produits de données personnalisés du ministère du Patrimoine canadien

Tableau 9 : Constatations des études réalisées à partir de la typologie des quartiers, divers pays

	Communautés d'accueil isolées	Communautés d'accueil non isolées	Enclaves d'assimilation-pluralisme	Enclaves de minorités mixtes	Enclaves polarisées	Ghettos
Australie						
Nationale (2001) <i>Johnson et coll., 2007</i>	51,3	46,8	1,4	0,3	0,2	0,1
Sydney (2001) <i>Poulsen et coll., 2004</i>	22,3	52,6	5,0	20,1	0,1	0,0
Sydney (2001)	27,7	57,9	11,2	1,7	1,4	0,0
Melbourne	23,3	62,3	11,9	0,9	1,6	0,0
Perth <i>Forrest et coll., 2006</i>	23,8	73,4	2,7	0,0	0,1	0,0
Canada						
Nationale (2001) <i>Johnson et coll., 2007</i>	67,5	24,5	4,1	0,5	2,1	1,4
Toronto (2001)	29,6	40,3	18,5	8,0	3,3	0,0
Vancouver	27,6	40,7	21,5	2,7	7,4	0,0
Winnipeg	66,0	26,8	5,9	1,2	0,0	0,0
Montréal <i>Walks et Bourne 2006</i>	76,2	19,8	3,1	0,6	0,0	0,0
Montréal (2006)	68,5	26,6	4,1	0,6	0,2	0,0
Toronto	24,1	36,3	19,7	6,0	13,9	0,0
Vancouver <i>La présente étude</i>	23,2	35,9	26,0	1,4	13,5	0,0
Nouvelle-Zélande						
Nationale (2001) <i>Johnson et coll., 2007</i>	40,6	42,7	12,0	2,9	1,8	0,0
Royaume-Uni						
Angleterre et Pays de Galles (2001) <i>Johnson et coll., 2007</i>	61,8	25,8	5,8	3,3	1,6	1,7
Londres (1991) <i>Johnson et coll., 2002</i>	60,6	33,1	3,6	1,8	0,8	0,0
États-Unis						
Nationale (2000) <i>Johnston et coll., 2007</i>	55,7	21,7	5,9	1,4	1,9	10,8
New York	39,7	22,8	8,3	9,6	10,1	9,5
Chicago	18,3	10,5	3,6	0,8	0,4	9,8
Los Angeles <i>Johnston et coll., 2003*</i>	7,5	22,9	13,3	8,4	5,8	19,5
Suède						
Goteborg (2000) <i>Brama 2008</i>	65,2	24,0	5,7	5,0	0,0	0,0

* Calculs effectués par l'auteur

Bibliographie

- AGRAWAL, S.K. 2008. « Faith-based Ethnic Residential Communities and Neighbourliness in Canada », *Planning, Practice, & Research*, vol. 23, p. 41-56.
- AMIN, A. 2003. « Unruly strangers? The 2001 urban riots in Britain », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, p. 460-464.
- BALAKRISHNAN, T. et F. HOU. 1999. « Socioeconomic integration and spatial residential patterns of immigrant groups in Canada », *Population Research and Policy Review*, vol. 18, p. 201-217.
- BALAKRISHNAN, T.R., P. MAXIM, et R. JURDI. 2005. « Social class versus cultural identity as factors in the residential segregation of ethnic groups in Toronto, Montreal and Vancouver for 2001 », *Canadian Studies in Population*, vol. 32, p. 203-227.
- BAUDER, H. 2002. « Neighbourhood Effects and Cultural Exclusion », *Urban Studies*, vol. 39, p. 85-93.
- BAUDER, H. et B. SHARPE. 2002. « Residential segregation of Visible Minorities in Canada's gateway cities », *Le Géographe canadien = The Canadian Geographer*, vol. 46, p. 204-222.
- BRAMA, A. 2008. « Dynamics of ethnic residential segregation in Goteborg, Sweden 1995-2000 », *Population, Space, and Place*, vol. 14, p. 101-117.
- D'ADDARIO, S., J. KOWALSKI, M. LEMOINE, et V. PRESTON. 2008. *Finding Home : Exploring Muslim Settlement in the Toronto CMA*, coll. « CERIS Metropolis Working Paper », n° 68.
- FONG, E. et M. GULIA. 2000. « Neighbourhood change within the Canadian ethnic mosaic, 1986-1991 », *Population Research and Policy Review*, vol. 19, p. 155-177.
- FONG, E., et R. WILKES. 2003. « Racial and ethnic residential patterns in Canada », *Sociological Forum*, vol. 18, p. 577-602.
- FORREST, J. et M. POULSEN. 2006. « A "multicultural model" of the spatial assimilation of ethnic minority groups in Australia's major immigrant-receiving cities », *Urban Geography*, vol. 27, n°5, p. 441-463.
- GERMAIN, A. 1997. « L'étranger et la ville », *Revue Canadienne des Sciences Régionales = Canadian Journal of Regional Science*, vol. 20, p. 237-254.
- GREEN, A.G., et D.A. 1999. « The economic goals of Canada's immigration policy, past and present », *Analyse de Politiques = Canadian Public Policy*, vol. 25, p. 425-451.
- GREWAL, S. 2008. « In praise of ghettos », *The Toronto Star*, 2 février 2008, p. D.2
- HAAN, M. 2005. *Les immigrants achètent-ils pour s'intégrer? Le rôle du regroupement ethnique dans la propension à devenir propriétaire chez douze groupes d'immigrants à Toronto, 1996 à 2001*, Ottawa, Statistique Canada.
- HADDAD, Y.Y. et M.J. BALZ. 2006. « The October riots in France : A failed immigration policy of the empire strikes back? », *International Migration*, vol. 44, p. 22-34.
- HIEBERT, D. 2009. « Inter-generational dynamics of ethno-cultural concentration in Canadian metropolitan areas », rapport inédit préparé pour le ministère du Patrimoine canadien.
- HIEBERT D. et D. LEY. 2003. « Assimilation, cultural pluralism, and social exclusion among ethnocultural groups in Vancouver », *Urban Geography*, vol. 24, p. 16-44.

- HOU, F. 2004. *Immigration récente et formation de quartiers de minorités visibles dans les grandes villes canadiennes*, Ottawa : Statistique Canada.
- JIMÉNEZ, M. 2007. « Do ethnic enclaves impede integration? », *The Globe and Mail*, 8 février 2007, p. A.8
- JOHNSTON, R., M. POULSEN, et J. FORREST. 2007. « The Geography of Ethnic Residential Segregation : A Comparative Study of Five Countries », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 97, n° 4, p. 713-738.
- JOHNSTON, R., J. FORREST, et M. POULSEN. 2002. « Are there Ethnic Enclaves/Ghettos in English Cities? », *Urban Studies*, vol. 39, n° 4, p. 591.
- JOHNSTON, R., M. POULSEN, et J. FORREST. 2003. « And did the walls come tumbling down? Ethnic residential segregation in four U.S. metropolitan areas 1980-2000 », *Urban Geography*, vol. 24, n° 7, p. 560-581.
- KAZEMIPUR, A. et S. HALLI. 2000. *The new poverty in Canada : Ethnic groups and ghetto neighbourhoods*, Toronto, Thompson Educational Publishing.
- KAZEMIPUR, A., et S. HALLI. 1997. « Plight of immigrants: the spatial concentration of poverty in Canada », *Revue canadienne des sciences régionales = Canadian Journal of Regional Science*, vol. 20, p. 11-28.
- LELOUP, X. 2008. Towards the Pluralist City ? Distribution and Localisation of Visible Minorities in Montréal, Toronto, and Vancouver in 2001, coll. « CMQ Working Paper », no 32.
- LEWIS, O. 1969. *On understanding poverty : Perspectives from the social sciences*, New York, Basic Books.
- LEY, D. 1999. « Myths and meanings of immigration and the metropolis », *Le Géographe canadien = The Canadian Geographer*, vol. 43, p. 2-19.
- LEY, D. 2008. « The Immigrant Church as an Urban Service Hub », *Urban Studies*, vol. 45, p. 2057-2074.
- LEY, D. et H. SMITH. 2000. « Relations between deprivation and immigrant groups in large Canadian cities », *Urban Studies*, vol. 37, p. 37-62.
- LI, P.S. 2003. *Destination Canada: Immigration Debates and Issues*, Toronto, Oxford University Press.
- LOGAN, J., R. ALBA, et W. ZHANG. 2002. « Immigrant enclaves and ethnic communities in New York and Los Angeles », *American Sociological Review*, vol. 67, p. 299-322.
- MASSEY, D. et N. DENTON. 1995. *American apartheid*, Paris, Éditions Descartes & Cie.
- MENDEZ, P. 2008. « Immigrant Residential Geographies and the "Spatial Assimilation" Debate in Canada, 1997 – 2006 », Centre Metropolis de la Colombie-Britannique, coll. « Working Paper », n° 2008-07.
- MURDIE, R.A. 1994. « Blacks in near ghettos? Black visible minority populations in metropolitan Toronto Housing Authority public housing units », *Housing Studies*, vol. 9, p. 435-457.
- MUSTERD, S. 2003. « Segregation and integration : a contested relationship », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 29, p. 623–641.

- MYLES, J. et F. HOU. 2004. *Établissement réussi et ségrégation résidentielle parmi les minorités visibles de Toronto*, Ottawa, Statistique Canada.
- PEACH, Ceri. 1996. « Good segregation, bad segregation », *Planning perspectives*, vol. 11, p. 379-398.
- PORTES, A., W.J. HALLER, et L.E. GUARNIZO. 2002. « Transnational entrepreneurs: An alternative form of immigrant economic adaptation », *American Sociological Review*, vol. 67, p. 278-298.
- POULSEN, M., R. JOHNSON, et J. FORREST. 2004. « Is Sydney a divided city ethnically? », *Australian Geographical Studies*, vol. 42, p. 356-377.
- POULSEN, M., J. FORREST, et R. JOHNSON. 2002. « From modern to post-modern? Contemporary ethnic residential segregation in U.S. metropolitan areas », *Cities*, vol. 19, p. 161-172.
- POULSEN, M., R. JOHNSTON, et J. FORREST. 2001. « Intraurban ethnic enclaves : Introducing a Knowledge-based Classification Method », *Environment and Planning*, vol. A 33, p. 2071-2082.
- QADEER, M. et S. KUMAR. 2006. « Les enclaves ethniques et la cohésion sociale », *Revue canadienne de recherche urbaine*, vol. 15 (supplément), p. 1-20.
- QADEER, M., S. AGRAWAL, et A. LOVELL. 2008. *Evolution of ethnic enclaves in the Toronto metropolitan area*, document inédit.
- SANDERCOCK, L. 2003. *Cosmopolis 2. Mongrel Cities of the 21st Century*, Londres, New York, Continuum Books.
- SAUNDERS, D. 2009. « Are poor, “ethnic” areas cages? », *The Globe & Mail*, 2 mars 2009.
- SIGONA, N. 2005. « Locating ‘the Gypsy problem’. The Roma in Italy : Stereotyping, labelling and ‘nomad camps’ », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, p. 741-756.
- SMITH, H. et D. LEY. 2008. « Even in Canada? : The Multiscalar Construction and Experience of Concentrated Immigrant Poverty in Gateway Cities », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 98, p. 686-713.
- TEITELBAUM, M.S., et J.M. WINTER. 1985. *The fear of population decline*, Orlando, Academic Press.
- THABIT, W. 2003. « *How East New York became a ghetto* », New York et Londres, New York University Press, 2003.
- United Way. 2004. *Poverty by postal code : The geography of neighbourhood poverty, 1981-2001*, Toronto : Centraide du Grand Toronto et le Conseil canadien de développement social.
- WACQUANT, L. 2001. « Deadly symbiosis : When ghetto and prison meet and mesh », *Punishment and Society*, vol. 3, p. 95-134.
- WALKS, R.A. et L. BOURNE. 2006. « Ghettos in Canadian cities? Racial segregation, ethnic enclaves and poverty concentration in Canadian urban areas », *Le Géographe canadien = The Canadian Geographer*, vol. 50, n° 3, p. 273-297.

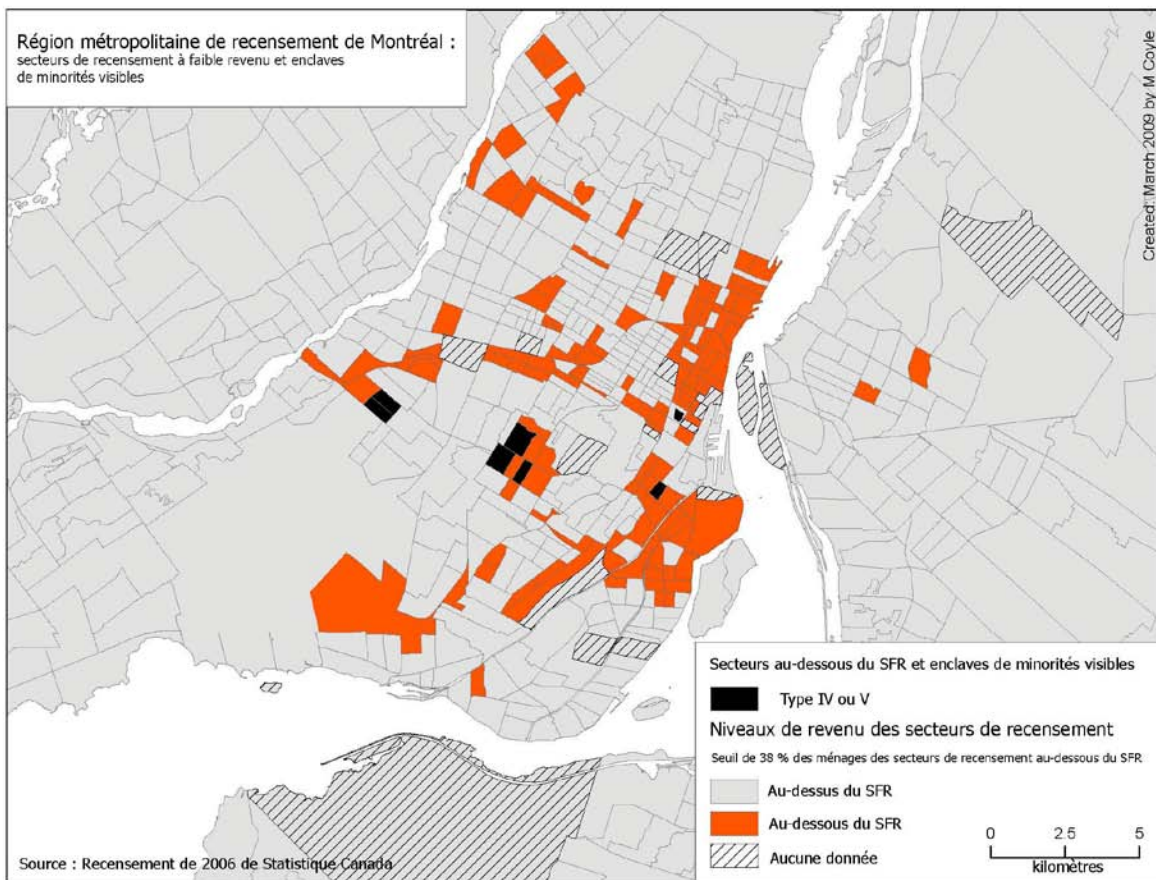


Figure 1

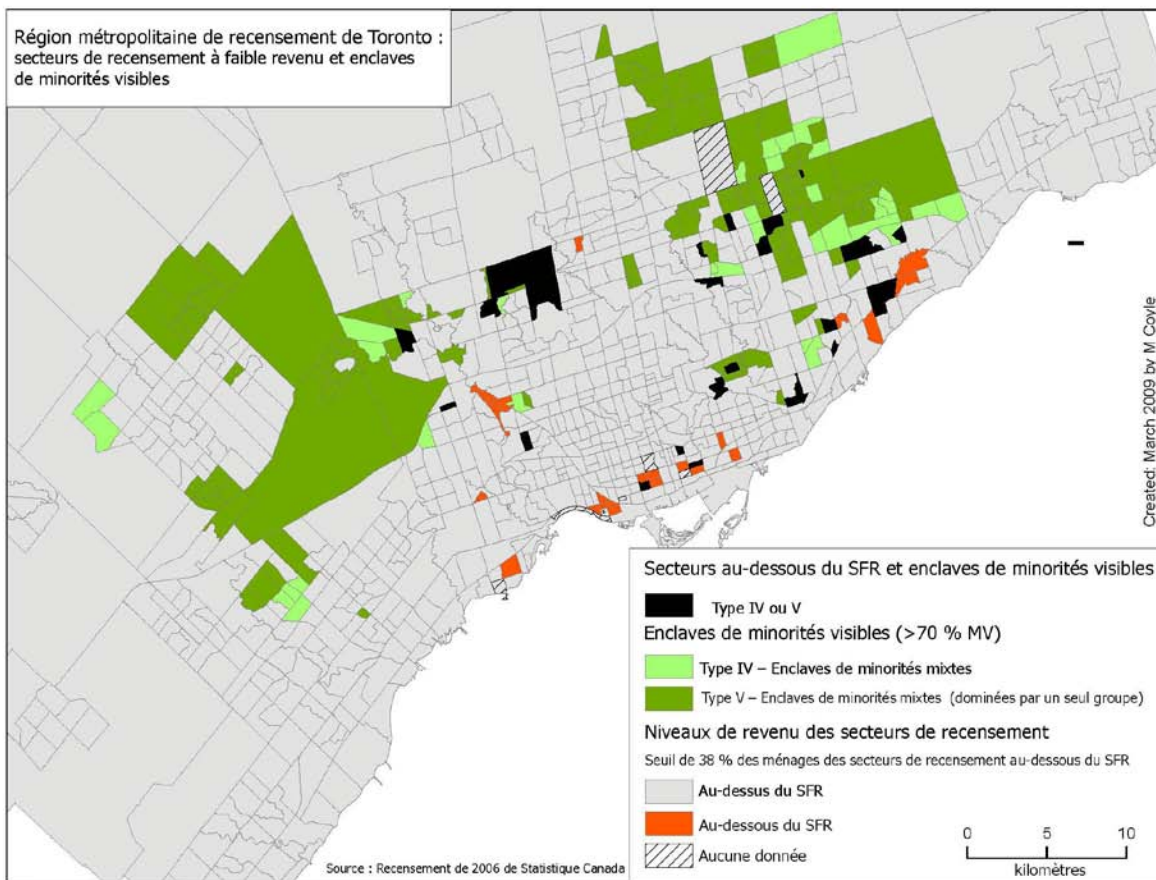


Figure 2

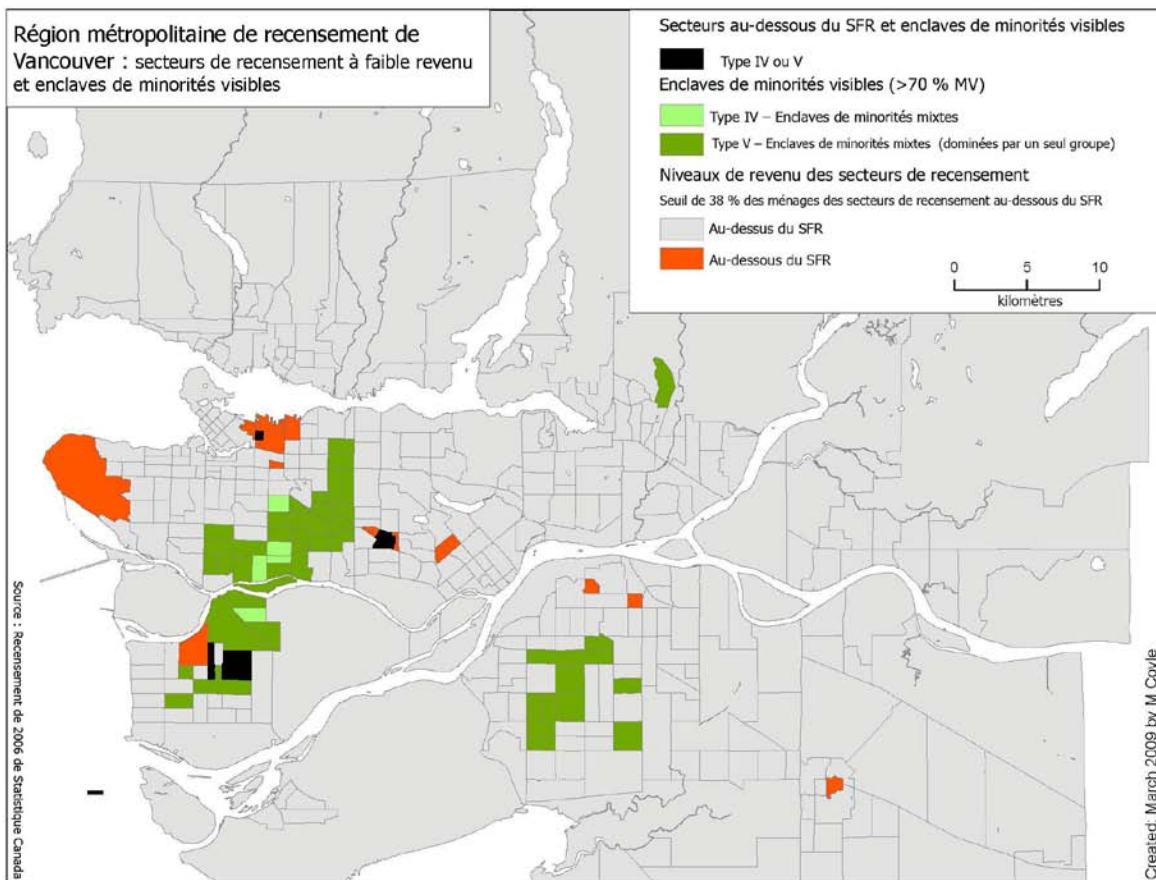


Figure 3